

Assassinat de Mehdi Kessaci à Marseille : Quatre nouveaux suspects interpellés dans l'enquête

P.04

Les membres de la communauté nationale à l'étranger saluent l'attention particulière accordée par le président à la prise en charge de leurs préoccupations

P.02



Plus de 24 millions d'Algériens appelés aujourd'hui aux urnes pour élire les membres à l'APN

P.02



Apostille :



Documents algériens pour l'étranger : L'Apostille remplacera la légalisation consulaire dès le 9 juillet

P.03

AADL 2 :



L'État débloque un soutien financier exceptionnel aux bénéficiaires de 2013

P.05

Annaba :



La CASNOS lance une campagne d'information sur le paiement des cotisations annuelles

P.08

Annaba :
Réunion de coordination pour accélérer la réalisation du silo stratégique de stockage des céréales

P.06



Les membres de la communauté nationale à l'étranger saluent l'attention particulière accordée par le président de la République à la prise en charge de leurs préoccupations

Les membres de la communauté nationale à l'étranger ont salué l'attention particulière que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, n'a cessé d'accorder à la prise en charge de leurs préoccupations, renforçant leur attachement à la mère patrie, et contribuant à leur forte adhésion au processus de développement national et de renforcement de l'édification des institutions de l'Etat.

La participation massive des membres de la communauté nationale à l'étranger et leur affluence notable vers les bureaux de vote, dans le cadre de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) du 2 juillet 2026, constituent une opportunité pour réaffirmer leur attachement à l'Algérie, à la faveur de plusieurs acquis consacrés par le président de la République à leur profit, selon les déclarations recueillies par des envoyés spéciaux de l'APS, déployés à travers plusieurs capitales, auprès des membres de la communauté nationale établie à l'étranger.

Cette échéance électorale intervient dans le cadre d'une série de mesures décidées par le président de la République visant à renforcer le lien des membres de la communauté nationale avec la patrie et à faciliter leur intégration dans divers processus nationaux.

Cela s'est traduit à travers l'augmentation du nombre de sièges alloués au sein de l'APN aux circonscriptions électorales à l'étranger, afin d'assurer une représentation plus large, en

adéquation avec l'évolution du nombre des membres de la diaspora et leur répartition à travers les différents pays du monde.

Cette mesure reflète la volonté politique visant à associer les Algériens établis à l'étranger dans la prise de décision nationale. Les électeurs ayant accompli leur devoir dans le cadre des élections législatives ont été unanimes à dire que la décision de porter, de 8 à 12, le nombre de sièges alloués à la communauté nationale à l'étranger au sein de l'APN illustre l'attachement du président de la République à garantir une meilleure prise en charge de leurs préoccupations et aspirations.

Ils ont, en outre, salué l'aide accordée par l'Etat au profit des jeunes candidats au sein des listes indépendantes à l'étranger, à l'instar de leurs pairs à l'intérieur du pays, laquelle se veut un véritable stimulant pour les jeunes afin de s'engager dans l'action politique et de participer à la gestion des affaires publiques.

A cette occasion, plusieurs membres de la communauté nationale à l'étranger ont estimé que les mesures prises en leur faveur au cours des dernières années, ayant porté leurs fruits, sont désormais une réalité concrète, notamment à travers le renforcement de leur représentation au sein du prochain Parlement, le rapprochement et la numérisation des services administratifs et consulaires, et l'implication des compétences nationales établies à l'étranger dans les efforts de développement, des

acquis qui les incitent à adhérer avec force à cette démarche.

Selon les échos provenant des différentes capitales du monde sur le déroulement de l'opération de vote au titre des législatives du 2 juillet, l'ensemble des mesures prises par le président de la République en faveur de la communauté nationale résidant à l'étranger représente une motivation supplémentaire pour contribuer au renforcement du processus démocratique dans le pays et à l'ancrage de la culture de la participation politique.

Par ailleurs, le président de la République avait réitéré, à maintes occasions, que la communauté nationale établie à l'étranger constitue un partenaire essentiel dans le processus de développement national, insistant sur la nécessité de valoriser ses compétences et de tirer profit de son expertise, tout en veillant à préserver les liens culturels et civilisationnels qui les unissent à leur mère patrie.

Cette volonté s'est récemment traduite par la création du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, que les enfants de l'Algérie qualifient de démarche stratégique à même d'unir les capacités algériennes établies à l'étranger.

Selon de nombreux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, ce Conseil constitue une véritable valeur ajoutée, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération avec les universités et les établissements internationaux, à travers l'instauration de partenariats



scientifiques, l'attraction de projets de recherche, et le transfert d'expertises et de technologies modernes vers l'Algérie, outre le réseautage permanent entre les compétences algériennes établies à l'étranger.

Les mesures prises en faveur de cette catégorie incluent également la facilitation de leurs déplacements vers le pays, notamment à travers le renforcement des dessertes aériennes et maritimes durant la saison estivale, et la révision de plusieurs dispositions réglementaires relatives au voyage, en plus de la poursuite des efforts visant à améliorer les conditions de leur accueil au niveau des différents postes frontaliers.

Parmi les principaux acquis réalisés au profit des membres de la diaspora figure également l'ouverture d'agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en France, facilitant ainsi les transferts de fonds et l'accès aux crédits immobiliers au profit des Algériens résidant dans ce pays.

Il s'agit, en outre, de la prise de

plusieurs mesures destinées à encourager les membres de la communauté nationale à investir en Algérie, à travers l'amélioration du climat des affaires, la mise en place de mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets, la simplification des procédures de création d'entreprises, ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives d'investissement dans les différents secteurs productifs, afin de tirer pleinement profit de l'expertise et des compétences des Algériens établis à l'étranger.

Une participation massive au scrutin demeure, selon les membres de la communauté nationale à l'étranger, un droit constitutionnel et une responsabilité nationale qui confortent le processus démocratique et consolident la confiance dans les institutions de l'Etat, cette échéance nationale revêtant un message civilisationnel qui témoigne de l'attachement des Algériens à leur patrie et de leur foi en son avenir.

Plus de 24 millions d'Algériens appelés ce jeudi aux urnes pour élire les membres à l'APN

Plus de 24 millions d'Algériens sont appelés, jeudi, aux urnes pour élire les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour une nouvelle législature, dans le cadre des élections législatives organisées sous le slogan "Soyez un partenaire actif dans la prise de décision.. Votez et participez".

Cette échéance électorale, qui représente une étape charnière dans le processus de l'édification des institutions de l'Etat et de la consolidation de la pratique démocratique, intervient dans un contexte de réformes juridiques et organisationnelles visant à renforcer le contrôle de l'opération électorale et à garantir son intégrité. Ces réformes visent également à rendre plus palpable le rôle des jeunes et des femmes et à consolider la démocratie participative.

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), chargée de la gestion de l'ensemble du processus électoral, a adopté une stratégie fondée sur le recours aux moyens technologiques modernes, afin de garantir la transparence de l'opération électorale et de faciliter les procédures au profit des citoyens. Dans ce cadre, l'ANIE a mis en place plusieurs plateformes numériques pour optimiser l'organisation de ces élections.

Au total, 407 sièges à l'APN sont à pourvoir pour un mandat de cinq ans. Pas moins de 793 listes électorales regroupant 9854 candidats répartis sur différentes circonscriptions électorales à l'intérieur du pays sont en lice. Parmi elles, 613 listes relèvent de 32 partis politiques, une seule liste représente une coalition de partis, et 125 listes qui concernent des candidats indépendants.

A l'étranger, 54 listes comptant un total de 432 candidats sont en compétition. Parmi elles, 47 listes électorales représentent 16 partis politiques, une seule représente une coalition de partis, tandis que les candidats indépendants sont en lice sur six listes électorales.

Le nombre de femmes candidates pour ces élections s'élève à 2032, soit 21% de l'ensemble des candidats. Les jeunes candidats de moins de 40 ans, quant à eux, sont au nombre de 5304, soit 54% du nombre global. Par ailleurs, 4673 candidats ont un niveau universitaire.

Le scrutin se déroule selon le mode de représentation proportionnelle plurinomiale, à travers les bureaux de vote répartis sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger, ouverts de 8h00 à 19h00.

L'électeur choisit une seule liste et peut accorder sa voix à un ou

plusieurs candidats de cette liste, et ce, en fonction des sièges disponibles dans la circonscription électorale concernée ou la zone géographique pour les circonscriptions électorales de l'étranger.

Le bulletin de vote est considéré nul lorsque le nombre de candidats choisis dépasse le nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale ou la zone géographique concernée. Le bulletin où les noms des candidats choisis ne sont pas précisés est déclaré valable et est comptabilisé en faveur de la liste électorale choisie.

Le vote a débuté lundi au niveau des bureaux itinérants, conformément aux dispositions de la loi organique relative au régime électoral qui stipule le lancement du vote 72 heures avant le jour du scrutin dans les zones couvertes par ces bureaux. Par ailleurs, les membres de la

communauté nationale établie à l'étranger ont commencé à voter dès samedi dernier.

La campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet s'est achevée dimanche après vingt jours de compétition serrée entre les chefs et les représentants des partis politiques en plus des candidats indépendants.

Cette campagne s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation, sous le contrôle de l'ANIE. L'administration a assuré l'appui nécessaire en moyens humains, matériels et logistiques afin de garantir le bon déroulement de cet événement majeur.

Le corps électoral compte 24.727.041 électeurs, dont 23.872.756 en Algérie et 854.285 membres de la communauté nationale établie à l'étranger, selon la dernière révision des listes électorales.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

DOCUMENTS ALGÉRIENS POUR L'ÉTRANGER:

L'Apostille remplacera la légalisation consulaire dès le 9 juillet

Finie le parcours administratif de la légalisation consulaire. Dès le 9 juillet, l'Apostille simplifiera la reconnaissance des documents publics dans les pays signataires de la Convention de La Haye.

Le calvaire administratif des légalisations consulaires touche à sa fin. Le ministère des Affaires étrangères a annoncé mardi que la Convention Apostille de La Haye, signée le 5 octobre 1961, entrera officiellement en vigueur pour l'Algérie le 9 juillet 2026.

Conséquence directe : les documents publics algériens destinés à être utilisés dans les pays signataires de cette convention n'auront plus à subir les fastidieuses procédures d'authentification consulaire. Un tampon unique remplacera désormais un circuit administratif qui pouvait

s'étirer sur plusieurs semaines.

Les demandes se font sur apostille.gov.dz ou directement auprès des ministères concernés. Les vignettes sont disponibles dans les bureaux de poste et les recettes des impôts.

Cinq ministères concernés par la suppression de la légalisation consulaire

Concrètement, la réforme s'applique aux actes publics émis par cinq secteurs ministériels. Sont visés les documents produits par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, le ministère de la Justice, celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de l'Éducation nationale, ainsi que le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

La condition est claire : ces documents doivent être destinés à

un État ayant lui-même ratifié la Convention Apostille. Pour tous les autres pays non signataires, le circuit traditionnel de légalisation reste en vigueur via le ministère des Affaires étrangères.

L'impact est immédiat pour des profils très divers. Étudiants souhaitant faire valider leurs diplômes à l'étranger, travailleurs de la diaspora ayant besoin d'actes d'état civil, ou encore entreprises algériennes actives sur les marchés internationaux : tous bénéficieront d'une procédure radicalement allégée.

La plateforme apostille.gov.dz, accessible dès le 9 juillet

Pour obtenir le précieux sésame, deux voies s'offrent aux citoyens. La première passe par la plateforme nationale dédiée, accessible à l'adresse apostille.gov.dz à compter

du 9 juillet prochain. La seconde consiste à se présenter directement auprès des services compétents des ministères habilités à délivrer ce certificat.

Quant aux vignettes d'apostille physiques, indispensables à l'apposition du tampon officiel, elles seront disponibles dans deux réseaux bien implantés sur l'ensemble du territoire : les recettes des impôts et les bureaux d'Algérie Poste.

Un soulagement direct pour les représentations diplomatiques algériennes

L'entrée en vigueur de la Convention Apostille allège aussi considérablement la charge pesant sur les consulats algériens à l'étranger. Jusqu'ici, une partie significative de leur activité était absorbée par les tâches de légalisation, au détriment d'autres missions consulaires.

L'ambassade d'Algérie à Varsovie l'a formulé sans ambiguïté dans une note adressée à ses ressortissants : « À compter du 9 juillet 2026, l'Apostille remplacera la légalisation des documents publics délivrés par les autorités algériennes. Les documents publics provenant d'Algérie qui doivent être présentés en Pologne ne devront plus être légalisés à partir de cette date, mais devront être munis d'une apostille. »

Ce signal envoyé depuis Varsovie vaut pour l'ensemble des pays membres de la Convention. La charge administrative des représentations diplomatiques s'en trouvera sensiblement réduite.

La généralisation du système à l'ensemble des ministères et institutions non encore couverts est, quant à elle, prévue avant la fin de l'année 2026.

LÉGISLATIVES:

Les acquis de l'Algérie nouvelle initiés par le président de la République salués par la communauté nationale en France

Les membres de la communauté nationale établie en France ont salué, mardi à Paris, les acquis réalisés sur la voie de la construction de l'Algérie nouvelle, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui ne cesse de rappeler l'obligation de la prise en charge des préoccupations de la communauté nationale à l'étranger.

Venus accomplir leur devoir électoral au centre de vote de Nanterre, dans le cadre des législatives du 2 juillet, les ressortissants algériens ont unanimement salué les réalisations acquises et ayant permis de "renforcer le lien de confiance entre la communauté nationale et la mère patrie".

Parmi ces acquis majeurs, ils ont cité l'ouverture d'agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en

France, facilitant ainsi les transferts de fonds et l'accès aux crédits immobiliers pour les Algériens établis en France.

A cela, il faudra ajouter d'autres mesures très appréciées, telles que l'extension des facilités pour l'importation de véhicules de moins de cinq ans, les tarifs préférentiels d'Air Algérie pour les familles, ainsi que la simplification des procédures de délivrance des passeports et des pièces d'identité, désormais accessibles via des plateformes numériques.

Rencontrée au centre de Nanterre pour accomplir son devoir électoral, Mme Senoussi Fadela, responsable d'une association d'aide aux personnes handicapées à Gennevilliers, a lancé un appel à ses concitoyens pour une participation massive au scrutin.



Elle a, par la même occasion, exprimé sa profonde gratitude envers le président Abdelmadjid Tebboune, pour les mesures concrètes prises en faveur de la communauté nationale établie à l'étranger.

"Le Président de la République a facilité énormément de démarches pour nous", a-t-elle reconnu, mettant en exergue l'amélioration notable de la prise en charge des personnes

aux besoins spécifiques au sein des représentations consulaires.

Dans le même élan, Mme Sabrina Ouangeli a marqué sa présence pour accomplir son droit civique, tout en invitant les membres de la diaspora à se rendre massivement aux urnes pour "faire entendre leur voix".

Elle a mis en avant le travail de sensibilisation et de mobilisation initié pour inciter les ressortissants à exercer leur droit. Pour elle, cette élection est une occasion de consolider les liens avec la patrie, renforcés par les réformes phares initiées par le président de la République.

Au plan organisationnel, la déléguée de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) auprès du consulat de Nanterre, Mme Messaouda Boughdiri, s'est félicitée de l'ambiance dans laquelle

se déroulent les opérations de vote, au moment où tous les moyens nécessaires sont mis en place pour un bon déroulement de l'opération électorale.

"Nous avons constaté une affluence remarquable qui s'intensifie jour après jour", a-t-elle indiqué à l'APS. Pour garantir la proximité du scrutin, l'ANIE a mis en place, outre le centre principal de Nanterre doté de quatre bureaux, trois bureaux de vote délocalisés, respectivement à Trappes, Mantes-la-Jolie (Yvelines) et à Dreux (Eure-et-Loir).

Mme Boughdiri a également souligné que malgré les fortes chaleurs, la mobilisation exemplaire des Algériens en France témoigne d'un haut sens de responsabilité et d'un engagement indéfectible quant à l'avenir de la Nation.

HAUT CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE NATIONALE À L'ÉTRANGER:

Les compétences algériennes en Italie saluent l'initiative du président de la République

Plusieurs compétences scientifiques algériennes établies en Italie ont salué, mardi, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant création du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, qualifiant cette "démarche de stratégique à même de rassembler les énergies algériennes à l'étranger".

D'autres catégories de la communauté scientifique en Italie ont également souligné que cette décision constituait une étape importante susceptible de soutenir le développement national à travers le transfert d'expertises et l'établissement de partenariats scientifiques durables avec les établissements universitaires et de recherche à l'intérieur du pays.



Dans ce contexte, le chercheur algérien, Dr Mohamed Abdelhay Abou Aïcha, résidant à Lecce (sud de l'Italie) et récemment diplômé de l'Université du Salento en ingénierie des systèmes complexes, a indiqué dans une déclaration à l'APS que les membres de la communauté scientifique en Italie ont accueilli cette décision avec "une grande satisfaction", exprimant son souhait de voir ce Haut conseil constituer un "espace reliant directement

ces compétences aux universités algériennes, notamment aux étudiants et aux jeunes chercheurs". Il a estimé que ce Conseil représente une valeur ajoutée à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération avec les universités et les institutions internationales, permettant ainsi d'établir des partenariats scientifiques, d'attirer des projets de recherche et de transférer les expertises et les technologies modernes vers l'Algérie, en plus de créer un réseau de communication permanent entre les compétences algériennes établies à l'étranger.

Pour sa part, Dr Abdelkrim Boufermas, résidant à Pérouse (centre de l'Italie), traducteur auprès du ministère italien de la Justice et ancien enseignant universitaire, a

affirmé que la création de ce Conseil reflète l'intérêt accordé par l'Etat algérien aux compétences nationales établies à l'étranger, lesquelles disposent d'un important capital d'expertise académique pouvant être mis au service de la patrie.

Il a ajouté que la mise en place de plateformes numériques de coopération, le lancement de programmes de partenariat à long terme, le renforcement des liens entre la recherche scientifique et le secteur économique, ainsi que l'encouragement de l'innovation et des start-up, "permettront sans aucun doute de transformer les connaissances en valeur ajoutée au service de l'économie nationale".

Dans le même contexte, il a souligné que l'Algérie compte de nombreuses compétences établies en Italie, ce

qui est de nature à donner un nouvel élan aux relations algéro-italiennes, aujourd'hui "solides et privilégiées". Dans le même sillage, M. Houari Chellakh, président de la Fédération des étudiants et cadres algériens en Italie (FSQAI), a estimé que cette initiative stratégique traduit la vision clairvoyante de l'Etat algérien en matière de valorisation de ses compétences à travers le monde et de leur implication dans le processus de développement national.

Il a ajouté que les membres de la Fédération ont accueilli cette décision avec "une grande fierté", car elle démontre clairement que l'Algérie accorde une attention particulière aux compétences de ses ressortissants établis à l'étranger et les considère comme "de véritables acteurs contribuant à bâtir l'avenir".

ASSASSINAT DE MEHDI KESSACI À MARSEILLE : Quatre nouveaux suspects interpellés dans l'enquête

Quatre nouveaux suspects ont été interpellés à Marseille dans l'enquête sur l'assassinat de Mehdi Kessaci, tué par erreur dans une affaire liée à la DZ Mafia.

L'étau se resserre autour des meurtriers de Mehdi Kessaci, d'origine algérienne. Mardi, quatre nouveaux suspects ont été interpellés à Marseille. La victime n'est autre que le frère d'Amine Kessaci, figure emblématique de la lutte contre le narcotrafic dans la cité phocéenne.

L'affaire avait ému toute la France. Mehdi Kessaci a été abattu de plusieurs balles en plein après-midi, le 13 novembre 2025, notamment dans le 4e arrondissement de Marseille. Dès les premiers jours de l'enquête, une hypothèse s'est rapidement imposée.

Selon cette dernière, Mehdi Kessaci aurait été tué par erreur. Son frère, Amine, figure de la lutte contre le



narcotrafic, était la véritable cible de cet assassinat. Une information confirmée par le parquet national anticriminalité organisée.

Quatre suspects interpellés pour assassinat de Mehdi Kessaci

Le parquet national anticriminalité organisée (PNACO), qui suit l'information judiciaire, a aussi

confirmé que quatre gardes à vue étaient en cours. Trois des personnes interpellées ont déjà été en détention pour leur implication dans d'autres affaires liées à la criminalité marseillaise. La quatrième est une femme arrêtée dans la cité phocéenne.

Fin mars, six personnes (cinq hommes et une femme) avaient déjà été mises en examen,

notamment dans le cadre de l'enquête sur la mort du jeune de 20 ans, totalement étranger au narcotrafic et inconnu des services de police et de justice. Par ailleurs, trois des suspects sont soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la logistique. Selon les témoignages recueillis par les enquêteurs, la quatrième personne est désignée comme l'auteur présumé des tirs

mortels contre Mehdi Kessaci. Il serait un exécutant de la DZ Mafia et aurait été présent devant le domicile de la famille Kessaci, la veille de l'assassinat.

Une onde de choc après l'assassinat de Mehdi Kessaci Pour les enquêteurs de la police judiciaire et de l'OCLCO, cela ne fait aucun doute : le meurtre est signé de la DZ Mafia, le redoutable cartel marseillais. Mais les tueurs ont commis une méprise tragique. C'est en réalité Amine Kessaci qui était visé, et non son frère Mehdi.

Récemment élu quatrième adjoint au maire de Marseille (Benoît Payan) lors des municipales de fin mars, Amine Kessaci, figure de l'écologie et de la lutte contre le narcotrafic, est aujourd'hui au cœur d'une affaire hors norme. Preuve de la complexité et de la gravité du dossier, l'information judiciaire sur le meurtre de son frère Mehdi a été confiée à des juges d'instruction parisiens.

GANGS DE QUARTIER :

Sayoud veut prendre le problème à la racine

Le phénomène des gangs de quartier empoisonne le quotidien de nombreuses familles algériennes depuis plusieurs années. Rixes à l'arme blanche, règlements de comptes, climat de peur dans certains espaces publics... la liste des méfaits attribués à ces bandes organisées ne cesse de s'allonger.

Face à ce constat, l'État a décidé de changer de méthode. Plutôt que de courir après les crimes une fois commis, l'exécutif veut désormais les anticiper. C'est tout le sens de la réunion présidée ce mardi par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, à la tête de la Commission nationale de prévention et de lutte contre les gangs de quartier.

Lutte contre les fauteurs de troubles : un plan d'action pensé comme un outil de terrain, pas comme un document théorique

Devant les membres du Comité national, Said Sayoud a tenu à clarifier la philosophie du dispositif. Le plan d'action présenté n'a rien d'un texte destiné à dormir dans un tiroir. Il s'agit, selon les mots du ministre, d'une feuille de route pratique, bâtie sur des



programmes que l'on peut concrètement mettre en œuvre, suivre et évaluer dans le temps. Cette feuille de route couvre plusieurs terrains à la fois :

- Sécuritaire, pour maintenir l'ordre dans les quartiers sensibles ;
- Sociale, afin d'agir sur les conditions de vie des jeunes concernés ;
- Éducative, pour renforcer le rôle de l'école dans la prévention ;
- Culturelle, en misant sur des activités alternatives à la délinquance ;

• Économique, pour offrir des perspectives d'insertion ;

• Numérique, un volet devenu incontournable tant les réseaux sociaux jouent désormais un rôle dans l'organisation de ces bandes.

L'idée tient en une phrase. Ne plus courir après le crime, l'empêcher d'arriver. Un virage que le ministre présente comme un prolongement plutôt qu'un recommencement, puisque le travail sécuritaire et judiciaire contre les gangs de quartier n'a jamais cessé, bien avant l'installation du

Comité national, et se poursuit aux côtés de cette nouvelle stratégie.

Sécurité des quartiers : un enjeu qui dépasse largement le maintien de l'ordre

Pour Said Sayoud, réduire la sécurité des quartiers à une affaire de police serait une erreur de lecture. Il y voit un pilier du front intérieur, une brique de la sécurité nationale au sens large.

Cette lecture élargie change la manière de juger le succès du plan. Peu importe le nombre de réunions ou de rapports

produits, le ministre attend des résultats visibles. Il retient trois mesures concrètes pour évaluer l'efficacité du dispositif sur la durée.

1. Protéger réellement les jeunes exposés au risque d'embrigadement.

2. Préserver les quartiers comme des espaces de vie apaisés.

3. Redonner aux citoyens confiance dans les institutions de l'État.

Le comité a planché, le gouvernement doit maintenant trancher

Cette réunion n'a rien eu d'une simple formalité descendante.

Le ministre a pris le temps d'écouter les préoccupations et les propositions des membres du comité. Il a salué la qualité des échanges et l'esprit de responsabilité qui les a portés, et a remercié les représentants des secteurs et institutions ayant contribué à bâtir ce projet de stratégie.

La balle passe maintenant dans le camp du gouvernement, chargé d'approuver le texte avant son application concrète. Une fois ce feu vert obtenu, la stratégie devra faire ses preuves sur le terrain, protéger les jeunes et consolider la sécurité dans les quartiers à travers le pays.

LOGEMENTS AADL 2: L'État débloque un soutien financier « exceptionnel » aux bénéficiaires de 2013

Des milliers de familles algériennes inscrites au programme de location-vente AADL 2 depuis 2013 viennent d'apprendre une excellente nouvelle. Publié dans le numéro 47 du Journal Officiel et daté du 26 mai 2026, un arrêté ministériel conjoint revoit en profondeur les paramètres financiers de ce programme.

Résultat : une réduction substantielle du coût réel supporté par les futurs acquéreurs, grâce à deux mesures particulièrement avantageuses.

L'aide directe AADL 2 doublée par convention interministérielle

La mesure la plus immédiatement visible concerne la subvention forfaitaire par mètre carré. Fixée jusqu'ici à 5 000 DA/m², elle atteint désormais 10 000 DA/m². Ce doublement résulte d'une convention signée entre le ministère des Finances et le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.



Concrètement, pour un appartement de 70 m², l'économie générée par cette seule mesure dépasse les 350 000 dinars. La seconde disposition concerne la prise en charge des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) de catégorie 3. Auparavant couverts à hauteur

de 72 % par le Trésor public, ces coûts d'infrastructure sont désormais intégralement assumés par l'État, soit une couverture portée à 100 %. Cette modification allège mécaniquement le prix de revient du logement, avant même le calcul de l'apport personnel.

Un apport initial de 25 % et 25 ans pour solder le reste

Une fois l'ensemble des subventions étatiques déduites du prix de construction, le souscripteur n'est tenu de verser qu'un apport initial correspondant à 25 % du montant résiduel. Ce seuil d'entrée, combiné aux aides

revalorisées, rend l'accès nettement plus accessible pour les ménages à revenus modestes ou intermédiaires.

Quant au solde restant, le texte réglementaire prévoit un délai de remboursement pouvant aller jusqu'à 25 ans. Cette durée, identique à celle accordée aux souscripteurs du programme AADL 3 pour le financement de leur logement, offre une visibilité budgétaire réelle aux familles concernées. Les mensualités s'en trouvent considérablement allégées, sans pression de remboursement à court terme.

Ce type d'étalement sur un quart de siècle n'est pas une nouveauté dans la politique du logement social algérien. En février 2026, la réforme des Logements Publics Locatifs (LPL) avait déjà introduit ce même horizon de 25 ans pour les locataires souhaitant devenir propriétaires de leur bien, avec des remises incitatives pour remboursement anticipé.

VIVANT, HUMAIN ET CONNECTÉ: L'AADL Rahmania réinvente la vie urbaine

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville s'apprête à livrer, dans les tout prochains jours, un nouveau joyau urbain de 10 507 logements au cœur de la commune de Rahmania, située dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah à Alger.

Passer les portes de ce nouveau pôle ne laisse personne indifférent : il s'agit de l'une des signatures les plus éclatantes de la nouvelle vision nationale en matière de développement urbain durable. Ici, tout a été pensé pour élever les standards de vie et redéfinir le confort quotidien.

Pour s'en rendre compte, il suffit de s'y promener. Ce site stratégique de 119,5 hectares, qui surplombe majestueusement le barrage de Douéra et borde l'autoroute Est-Ouest, s'apparente à une véritable ville autonome.

Divisé en quatre grands quartiers de 2 500 logements et un cinquième de 507 unités, ce projet représente la toute dernière pièce manquante du programme de vente en location (AADL 2) au sein de la nouvelle ville de Sidi Abdellah.

L'élan initial avait été donné le 5 juillet 2023 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. Un symbole fort pour un chantier hors norme.

Les marqueurs d'une douceur

de vivre retrouvée

Sur le plan architectural, le site rompt avec la monotonie visuelle des anciens grands ensembles. Les 261 bâtiments du pôle (répartis entre des structures de type R+9 et R+15) affichent fièrement une identité culturelle forte, rythmée par des motifs subtils inspirés du zellige algérien, mêlant authenticité et modernité.

De plus, 528 locaux commerciaux ont été intégrés directement au bas des immeubles pour encourager une économie de proximité vivante.

Selon le journal El Khabar, dont l'équipe a pu parcourir les lieux en avant-première et consulter la fiche technique établie par l'Établissement de la nouvelle ville de Sidi Abdellah, l'aménagement du pôle fait la part belle à une mixité fonctionnelle inédite.

Les futurs habitants disposeront immédiatement de dix structures publiques clés en main, comprenant quatre écoles primaires, deux collèges, deux lycées, un poste de sûreté urbaine et une polyclinique de santé publique ultra-équipée (comprenant notamment des services de radiologie, un laboratoire d'analyses, des urgences, une salle de réanimation et des cabinets de soins dentaires).

Pour resserrer les liens sociaux, sept places de quartier ont été

aménagées, complétées par un généreux poumon vert de plus de 14 hectares dédié au sport et à la détente.

Les concepteurs ont intelligemment séparé les espaces de jeu actifs des zones de repos. Les résidents pourront ainsi profiter de cinq terrains de sport de proximité, d'une piste de skate-park, de trois boulodromes pour la pétanque, et même d'aires de jeux d'esprit équipées de tables d'échecs et de ping-pong, le tout le long d'une agréable promenade piétonne de 1,5 kilomètre.

Des services connectés et une infrastructure de pointe

Au-delà de l'esthétique, le pôle intègre de nombreuses solutions intelligentes qui répondent aux exigences d'une ville moderne. Partout, le paysage est embelli par des œuvres d'art façonnées par des artisans locaux, inspirées des symboles de la Révolution algérienne.

L'espace public est jalonné de mobilier urbain soigné, de panneaux signalétiques clairs et d'horloges publiques. Une attention particulière a été portée à la mobilité avec l'installation de 8 arrêts de bus connectés, équipés d'écrans publicitaires numériques et de bornes de recharge pour smartphones.

Sous le bitume et le long des 11,62 km de routes structurées, la technicité est au rendez-vous pour assurer la fluidité du trafic



grâce à deux grands ronds-points de liaison.

Le réseau souterrain impressionne par ses dimensions : 7,78 km de canalisations d'eau potable, 11,58 km de réseaux d'assainissement, 15,85 km pour l'évacuation des eaux pluviales et 8,8 km de conduites de gaz. L'électricité s'étend quant à elle sur 58,45 km pour alimenter, entre autres, 990 lampadaires publics.

Enfin, un réseau de fibre optique de 7,2 km garantit aux résidents un accès Internet à très haut débit dès leur emménagement.

Un ministère engagé au diapason des attentes

La concrétisation de ce pôle modèle met en lumière le défi de taille relevé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Ce projet stratégique s'inscrit au cœur de la politique de

l'État visant à créer de nouveaux centres urbains intégrés afin de décompresser la capitale et les grandes métropoles.

Le ministre du secteur, Mohamed Tarek Belaribi, a d'ailleurs suivi ce dossier de très près. Par des visites de terrain régulières et un suivi rigoureux, il a veillé au maintien d'une cadence de travail soutenue auprès des entreprises de réalisation.

Son mot d'ordre est resté inchangé tout au long du processus : veiller au strict respect des normes techniques et architecturales pour éviter les écueils d'infrastructure, tout en s'assurant que ce projet ne soit pas une simple juxtaposition d'immeubles, mais bien une cité vivante, humaine et connectée, prête à offrir une nouvelle vie à ses résidents.

ANNABA:

réunion de coordination pour accélérer la réalisation du silo stratégique de stockage des céréales

Bicha bariza nesrine

Dans le cadre du suivi régulier des travaux de réalisation du silo stratégique de stockage des céréales, la directrice des Services agricoles de la wilaya d'Annaba, Mme Chanez Amira Zaïdi, a présidé, ce mercredi 1er juillet 2026, une réunion de coordination regroupant l'ensemble des organismes concernés par le projet.

Cette rencontre a réuni les représentants de plusieurs institutions et partenaires techniques, notamment l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH), le Centre national d'ingénierie



de la construction (CNIC), l'Agence nationale des études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), les organismes de contrôle technique des constructions (CTC et CTH), la Direction des ressources en

eau, la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), le bureau d'études GART ainsi que les cadres de l'entreprise Cosider Canalisation.

Cette réunion de travail a permis d'évaluer l'état d'avancement des travaux, de renforcer la



coordination entre les différents intervenants et d'examiner les aspects techniques et organisationnels afin d'assurer le respect des délais de réalisation de cette infrastructure stratégique.

Le futur silo s'inscrit dans

la politique nationale de renforcement des capacités de stockage des céréales et vise à consolider la sécurité alimentaire en améliorant les capacités de conservation des récoltes au niveau de la wilaya d'Annaba.

HOMMAGE AU DR ALAOUI ABDELAZIZ:

Une caravane médicale au service des habitants de Sidi Salem



Bicha bariza nesrine

À l'occasion des célébrations de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, et en hommage au regretté chirurgien Dr Alaoui Abdelaziz, l'Établissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant Abdallah Nouaouria d'El Bouni a organisé une caravane médicale pluridisciplinaire en faveur des habitants du quartier de Sidi Salem.

Après le lancement officiel

de l'opération, les équipes médicales se sont rendues au Centre professionnel Chahid Arabi Abdelaziz de Sidi Salem, où elles ont assuré de nombreuses consultations spécialisées, notamment en médecine et en chirurgie, permettant à la population locale de bénéficier d'une prise en charge de proximité.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations visant à rapprocher les soins spécialisés des citoyens

et à améliorer l'accès aux services de santé, en particulier dans les quartiers à forte densité de population. Très appréciée par les habitants de Sidi Salem, cette caravane médicale a été saluée pour son impact positif. Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude envers l'ensemble des professionnels de santé et des organisateurs ayant contribué à la réussite de cette action solidaire.

SIDI SALEM:

Trois individus arrêtés, drogues, armes blanches et psychotropes saisis

Bicha bariza nesrine

Les services de la Sûreté nationale poursuivent leur lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. À Annaba, une opération menée par les éléments de la Sûreté urbaine extérieure de Sidi Salem, relevant de la Sûreté de daïra d'El Bouni, a permis l'interpellation de trois individus impliqués dans des affaires liées aux stupéfiants et à la détention d'armes prohibées.

L'intervention s'est soldée par la saisie d'une quantité de drogues, de comprimés psychotropes, d'une quantité de cocaïne, de plusieurs armes blanches prohibées de différentes catégories et dimensions, ainsi que d'une somme d'argent provenant des activités criminelles.

À l'issue des procédures légales, les trois suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar. Ils sont poursuivis dans des affaires distinctes portant notamment sur la détention, l'acquisition



et la mise en vente de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que la possession d'armes blanches prohibées de sixième catégorie sans motif légal. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité visant à lutter contre les réseaux criminels et à renforcer la sécurité des citoyens.

ANNABA :

la Police célèbre le 64^e anniversaire de l'Indépendance sous le slogan « L'indépendance, un héritage pour les générations »

Bicha bariza nesrine

À l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, célébrée le 5 juillet, la Sûreté de la wilaya d'Annaba organise une série d'activités commémoratives placées sous le slogan : « L'indépendance, un héritage pour les générations ».

À travers ce programme, la Police met à l'honneur le sacrifice des chouchada et rappelle les valeurs de patriotisme, de citoyenneté et de fidélité aux principes de la Révolution algérienne. Ces initiatives visent également à sensibiliser les jeunes générations à l'importance de préserver les acquis de l'indépendance et de contribuer à l'édification d'une Algérie forte et prospère.

Cette célébration constitue également une occasion de renforcer le lien entre les services de police et les citoyens, tout



en mettant en avant les efforts déployés quotidiennement pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Les festivités prévues à cette occasion s'inscrivent dans le cadre du programme national de commémoration de cette date historique, symbole de liberté, de souveraineté et d'unité nationale.

Imen Boulmaiz-Annaba

Le Chef daïra d'El Hadjar a effectué, hier dans la matinée, une importante sortie de terrain consacrée au suivi des projets de développement au niveau du secteur de Merzoug Ammar et de la localité de Bergouga, dans la commune de Sidi Amar. Cette visite s'inscrit dans une démarche de proximité visant à évaluer l'état d'avancement des opérations de développement, à constater sur le terrain les préoccupations exprimées par les habitants, notamment par le président de l'association de quartier, et à engager des solutions concrètes en coordination avec les différents services concernés. Afin d'assurer une prise en charge immédiate des problématiques relevées, le Chef de la daïra était accompagné d'une importante délégation composée du président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Amar, des responsables des services techniques communaux (travaux, urbanisme et marchés), du vice-président chargé des travaux, du délégué du secteur de Merzoug Ammar, du chef de la subdivision de l'hydraulique de la daïra d'El Hadjar, de la cheffe de la subdivision des équipements publics, du responsable de l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) d'El Hadjar, du responsable de l'Office National de l'Assainissement (ONA), ainsi que des représentants de l'établissement EPIC chargé de l'éclairage public et des services techniques de la commune.

Suivi des projets de développement à Sidi Amar : une visite de terrain pour accélérer la prise en charge des préoccupations des citoyens



Au cours de cette tournée, plusieurs projets structurants ont fait l'objet d'un examen approfondi. Dans le domaine des infrastructures sportives, le Chef de la daïra a procédé à l'installation officielle de l'atelier chargé de l'étude et de l'extension de la salle omnisports de Merzoug Ammar. Cette opération, inscrite et financée sur le budget communal, vise à améliorer les conditions de pratique sportive et à offrir des infrastructures modernes au profit des jeunes de la commune. Concernant l'alimentation en eau potable, la délégation a inspecté les travaux de renouvellement du réseau d'eau potable du secteur

de Merzoug Ammar (deuxième tranche). Les préoccupations des habitants relatives aux difficultés de distribution ont été examinées avec attention. À cette occasion, des instructions fermes ont été données aux services de l'Algérienne des Eaux afin de traiter sans délai les points noirs recensés et d'améliorer la qualité du service. La visite a également porté sur le projet de renouvellement du réseau d'assainissement desservant les quartiers de Merzoug Ammar et de La Passerelle (El Qantara), réalisé en coordination avec l'Office National de l'Assainissement. Les responsables ont été appelés

à poursuivre les travaux dans le respect des délais et des normes techniques en vigueur. Dans le secteur de l'éducation, le Chef de la daïra et la délégation ont inspecté le site de l'ancien marché de Merzoug Ammar. À l'issue de cette visite, il a été décidé de proposer ce terrain récupéré pour la réalisation d'une école primaire, dès la publication du rapport définitif d'expertise technique établi par l'organisme de contrôle technique de la construction (CTC). En matière d'éclairage public, un recensement exhaustif des points noirs a été effectué en coordination avec les services de l'établissement EPIC. Cette

opération permettra de programmer les interventions de maintenance, de réhabilitation et de renforcement de l'éclairage afin d'améliorer la sécurité et le cadre de vie des habitants. Enfin, la délégation a inspecté plusieurs espaces libres proposés par les associations locales, notamment la zone située entre les locaux commerciaux du président, le stade communal et la salle de soins de Merzoug Ammar. Il a été décidé de saisir les services compétents afin de vérifier le statut juridique de ces terrains, en vue de leur aménagement futur en espaces de proximité et équipements de loisirs au bénéfice des citoyens.

Suivi quotidien de la situation générale : les autorités locales mobilisées pour améliorer le cadre de vie des habitants

Imen Boulmaiz-Annaba

Dans le cadre du suivi quotidien de la situation générale à l'échelle de la daïra et en application des instructions du Wali de la wilaya d'Annaba, Abdelkrim Laâmouri, portant sur la prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment en matière d'alimentation en eau potable, de salubrité publique, de protection de l'environnement et d'entretien de la voirie, le Chef de la daïra a effectué une visite de terrain de la cité 687, situé au niveau de la plaine ouest. Cette sortie s'est déroulée en présence du vice-président de l'Assemblée populaire communale chargé de l'environnement, du président du troisième secteur urbain, ainsi que des représentants de la Direction de l'Hydraulique et de l'Office National de l'Assainissement (ONA). Au cours de cette rencontre de proximité, les habitants ont exposé plusieurs préoccupations

liées essentiellement aux dysfonctionnements du réseau d'assainissement, à l'alimentation en eau potable, à la propreté du quartier ainsi qu'à l'insuffisance de l'éclairage public. Une inspection détaillée des différents points signalés a permis d'identifier et de recenser les principaux points noirs affectant le réseau d'assainissement. À l'issue de cette visite, il a été demandé aux services de la Direction de l'Hydraulique et à l'Office National de l'Assainissement d'élaborer une fiche technique en vue de programmer les travaux nécessaires. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des actions de prévention des maladies à transmission hydrique et de l'amélioration des conditions sanitaires des habitants. Concernant l'alimentation en eau potable, les responsables ont confirmé que l'approvisionnement du quartier s'effectue de manière régulière, conformément au programme

de distribution arrêté par les services compétents, tout en assurant un suivi permanent afin de répondre rapidement à toute éventuelle perturbation. S'agissant de la propreté urbaine, il a été décidé d'organiser une opération exceptionnelle de nettoyage afin de résorber les accumulations de déchets constatées. À cet effet, l'établissement Annaba Propre a été chargé d'assurer l'enlèvement quotidien et régulier des ordures ménagères, avec un renforcement du dispositif par l'installation d'un plus grand nombre de conteneurs destinés à améliorer la collecte des déchets. Par ailleurs, l'établissement chargé de l'amélioration urbaine a reçu pour mission de renforcer et d'assurer la maintenance de l'éclairage public au niveau du quartier, afin d'améliorer les conditions de sécurité et le confort des riverains. Cette visite illustre la volonté des autorités locales de maintenir un



contact permanent avec les citoyens, d'assurer un suivi de proximité des préoccupations exprimées et de coordonner l'action des différents services techniques afin d'apporter des solutions concrètes et durables au bénéfice de la population.

Le CHU d'Annaba renforce son service d'anesthésie-réanimation

Imen Boulmaiz -Annaba-

Dans le cadre de sa politique de modernisation des infrastructures hospitalières et de renforcement des capacités de prise en charge des patients, la Direction générale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba a procédé à l'acquisition de douze lits médicaux de dernière génération destinés au service d'anesthésie-réanimation. Cette nouvelle dotation s'inscrit dans les efforts continus déployés par l'établissement pour moderniser ses équipements biomédicaux, améliorer les conditions de travail des équipes soignantes et offrir une prise en charge répondant aux standards médicaux les plus exigeants. Les nouveaux lits sont dotés de technologies avancées permettant d'assurer davantage de sécurité, de confort et d'efficacité dans les soins prodigués aux patients en état critique. Ils disposent notamment d'un système électrique de réglage multi-positions, permettant d'ajuster facilement la hauteur du lit ainsi que les inclinaisons du dossier et des membres inférieurs en fonction des besoins thérapeutiques. Ces équipements intègrent également une balance électronique permettant de mesurer le poids du patient sans avoir à le déplacer, un atout essentiel pour le suivi médical en service de réanimation. Ils sont en outre équipés d'un système de réanimation cardio-pulmonaire (RCP), disponible en version manuelle et électrique, afin de faciliter les interventions d'urgence. Pour garantir la continuité des soins en toutes circonstances, les lits sont munis d'une batterie de secours assurant leur fonctionnement en cas de coupure d'alimentation électrique. Ils disposent également d'un système de freinage centralisé offrant un niveau élevé de stabilité et de sécurité, ainsi que de barrières latérales sécurisées intégrant des commandes directement accessibles au personnel soignant. Conçus pour répondre à toutes les situations cliniques, ces lits présentent une capacité de charge pouvant atteindre 250 kilogrammes, permettant la prise en charge de patients nécessitant un équipement adapté. À travers cette nouvelle acquisition, la Direction générale du CHU d'Annaba confirme sa volonté de poursuivre la modernisation de ses plateaux techniques et de ses équipements médicaux, tout en consolidant les capacités des différents services hospitaliers.



La protection civile d'Annaba poursuit sa campagne de sensibilisation : une caravane de prévention pour un été en toute sécurité

Imen Boulmaiz -Annaba-

Dans le cadre de la campagne nationale lancée par la Direction générale de la Protection civile sous le slogan « Un été sans accidents... grâce à une vigilance permanente », l'unité de El Eulma, relevant de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Annaba, a participé, dans la matinée de ce jour, à une caravane de sensibilisation consacrée aux risques liés à la saison estivale. Cette initiative s'inscrit dans le programme national

de prévention visant à informer les citoyens sur les principaux dangers de l'été, notamment les incendies de forêts et les feux de récoltes agricoles, dont la recrudescence est favorisée par les fortes chaleurs et les comportements à risque. Organisée avec la participation des différents partenaires institutionnels et acteurs concernés, cette caravane a permis de sensibiliser les citoyens aux mesures de prévention à adopter pour limiter les risques d'incendie et protéger les espaces forestiers, les exploitations

agricoles ainsi que les habitations avoisinantes. À cette occasion, les équipes de la Protection civile ont rappelé l'importance du respect des consignes de sécurité, notamment l'interdiction de jeter des mégots de cigarette dans la nature, d'allumer des feux à proximité des zones boisées ou des champs, ainsi que la nécessité de signaler immédiatement tout départ de feu aux services de secours. À travers des échanges directs avec les citoyens et la distribution de supports d'information, cette campagne vise à

développer une véritable culture de la prévention, en encourageant chacun à adopter un comportement responsable afin de préserver les vies humaines, les biens et le patrimoine forestier et agricole. La Direction de la Protection civile de la wilaya d'Annaba réaffirme ainsi son engagement à poursuivre ses actions de proximité tout au long de la saison estivale, convaincue que la prévention et la sensibilisation demeurent les moyens les plus efficaces pour réduire les risques et garantir un été placé sous le signe de la sécurité.

La CASNOS d'Annaba lance une campagne d'information et de sensibilisation sur le paiement des cotisations annuelles

Imen Boulmaiz -Annaba-

Dans le cadre de sa stratégie de proximité et de l'amélioration de la qualité du service public, l'agence de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés (CASNOS) d'Annaba a lancé une vaste campagne d'information et de sensibilisation destinée à accompagner les assurés sociaux dans l'accomplissement de leurs obligations en matière de cotisations annuelles. Cette initiative vise à informer et orienter les affiliés, notamment les travailleurs non-salariés, sur l'importance de procéder au règlement de leurs cotisations annuelles



avant l'échéance fixée au 30 juin, conformément à la réglementation en vigueur. À travers cette campagne, les agents de la CASNOS ont multiplié les actions de proximité en accueillant les assurés, en répondant à leurs interrogations et en leur fournissant toutes les informations nécessaires concernant les modalités de paiement, les procédures administratives ainsi que

les avantages liés au respect des délais de versement des cotisations. L'objectif principal de cette démarche est de sensibiliser les affiliés à l'importance de maintenir une situation administrative régulière afin de continuer à bénéficier de la couverture sociale et des différentes prestations offertes par la caisse, tout en évitant les pénalités susceptibles de

découler d'un retard dans le paiement des cotisations. Cette campagne s'inscrit également dans les efforts déployés par la CASNOS pour renforcer la communication avec les usagers, améliorer l'accompagnement des travailleurs indépendants et promouvoir une culture de conformité aux obligations sociales. Par cette action de sensibilisation, la CASNOS d'Annaba réaffirme son engagement à offrir un service de proximité efficace, à faciliter les démarches administratives de ses affiliés et à garantir la continuité de leurs droits sociaux, dans le cadre d'une gestion moderne et d'une relation de confiance avec les assurés.

« LES ÉTRANGERS DEHORS ! » :

En Afrique du Sud, les mouvements xénophobes réussissent leur démonstration de force

Mardi 30 juin, des manifestations contre les étrangers en situation irrégulière se sont tenues dans les grandes villes sud-africaines. Alors que des milliers de personnes ont déjà quitté le pays sous la pression de groupes xénophobes, des violences étaient redoutées, mais la journée s'est globalement déroulée dans le calme, selon le monde fr.

En Afrique du Sud, la journée de tous les dangers s'est finalement déroulée sans dégâts majeurs. Mardi 30 juin, des milliers de

personnes ont défilé dans les grandes villes, à l'appel du mouvement antimigrants March and March. Ce groupe, inconnu du grand public il y a encore quelques mois, avait donné aux étrangers en situation irrégulière jusqu'à la fin juin pour rentrer dans leur pays, faisant planer la menace d'une répétition des émeutes xénophobes sanglantes que l'Afrique du Sud a connues par le passé.

Mais à Johannesburg, au Cap et à Durban, les cortèges ont été émaillés d'un nombre limité d'incidents, qui n'ont fait aucun

mort, au grand soulagement du gouvernement de Pretoria, qui avait mobilisé pour l'occasion des moyens de police très importants.

« La ville est déserte, ça ressemble à l'époque du Covid », sourit en début de journée la serveuse d'un café de Durban, le grand port du sud-est du pays, capitale économique de la province du Kwazulu-Natal. A part quelques joggeurs insouciantes et les habituels mendiants, installés aux carrefours, le cœur de l'agglomération de 4 millions d'habitants est à l'arrêt.



« LE CONFLIT S'EST PROPAGÉ, NOUS ASSISTONS À DAVANTAGE DE MASSACRES » :

En Birmanie, plus de 100 000 morts en cinq ans, selon le décompte d'une ONG

Selon l'ONG américaine Aclad, plus de 1 200 groupes armés s'affrontent en Birmanie depuis 2021, dans cette guerre qualifiée de « conflit le plus fragmenté du monde », selon le monde fr.

Une combattante du Front de la révolution urbaine devant les tombes de membres de ce groupe tués par une attaque de drone de l'armée birmane, près de Mobyè (Etat Shan, Birmanie), le 6 mars 2025. (Photo by AFP) AFP

En Birmanie, plus de 100 000 personnes ont été tuées, tous camps confondus, depuis le début de la guerre civile qui a suivi le coup d'Etat militaire de 2021, a affirmé mercredi 1er juillet une organisation spécialisée dans le suivi des conflits armés.

L'armée a mis fin, il y a cinq ans, à une décennie d'expérience démocratique dans ce pays d'Asie du Sud-Est, renversant le gouvernement élu d'Aung San Suu Kyi et arrêtant la lauréate du prix Nobel de la paix. Des manifestations ont alors été réprimées par les forces de



sécurité, mais des militants prodémocratie ont quitté les villes pour combattre la junte aux côtés de mouvements armés issus de minorités ethniques longtemps hostiles au pouvoir central.

Selon les dernières données de l'ONG américaine Aclad (Armed Conflict Location and Event Data), qui répertorie les événements rapportés par les médias, les affrontements ont fait 100 114 morts au total. Il n'existe pas de bilan officiel et les estimations varient largement, mais les analystes considèrent ce

conflit comme le plus meurtrier se déroulant actuellement en Asie.

Le chef des putschistes, le général Min Aung Hlaing, est récemment devenu président à l'issue d'un processus électoral qualifié à l'étranger de « manœuvre » pour prolonger le régime militaire sous une apparence de pouvoir civil. Selon l'ONU, plus de 3,7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et plus d'une personne sur cinq se trouve en situation d'insécurité alimentaire. La plus grande ville, Rangoun,

connaît une relative normalité, mais la violence peut y prendre la forme d'assassinats sporadiques. D'autres régions sont pilonnées quotidiennement par des frappes aériennes menées par des avions militaires fournis par la Russie et la Chine.

L'Aclad a recensé plus de 1 200 groupes armés distincts dans cette guerre civile, la qualifiant de « conflit le plus fragmenté du monde ». « Le conflit s'est propagé dans tout le pays », a commenté Sun Mon Thant, analyste de l'Aclad. « Nous assistons à davantage de massacres. L'armée a pris pour cible des écoles, des cliniques, des prisons... »

De nombreux réfugiés fuient la Birmanie

La dynamique du conflit a basculé d'un camp à l'autre au cours des cinq dernières années. Une offensive conjointe de plusieurs groupes rebelles leur a permis de réaliser des avancées spectaculaires à la fin de 2023, se rapprochant de Mandalay, la deuxième ville du pays.

Mais la situation a de nouveau

tourné en faveur de l'armée l'an dernier, selon les analystes, après que la Chine lui a apporté son soutien et favorisé la signature de trêves avec deux des plus puissants groupes armés ethniques.

L'état-major a instauré, en février 2024, la conscription pour renforcer ses rangs, enrôlant de force quelque 50 000 civils. La guerre a indirectement touché les pays voisins, où ont fui de nombreux réfugiés, accueillis dans des camps en Thaïlande et au Bangladesh.

Selon des observateurs, des groupes armés de tous bords financent leur effort de guerre grâce aux profits du trafic de drogues, comme l'héroïne et la méthamphétamine.

Les zones frontalières faiblement contrôlées sont par ailleurs devenues un foyer pour des centres d'arnaques en ligne agissant souvent à partir de complexes fortifiés gardés par des milices.

SÉISMES AU VENEZUELA :

La journaliste du « Monde » sur place raconte la recherche sans fin des victimes sous les décombres

Vidéo Une semaine après les deux séismes de magnitude 7,5 et 7,2 qui ont frappé le Venezuela, les familles des victimes sous les décombres se relaient pour tenter de retrouver leurs proches. Anne Vigna, journaliste du « Monde », raconte, selon le monde fr.

« Nous sommes face à la pire tragédie qu'a pu connaître le Venezuela. » Sur au moins une dizaine de kilomètres, des bâtiments détruits après le double séisme qui a frappé le pays, le 24 juin 2026. Sur place, la situation est inquiétante, alors que les recherches s'organisent pour

retrouver des survivants ou des corps parmi les 50 000 disparus, selon l'ONU. « Les gens qui ont des proches sous terre font eux-mêmes les recherches. Ils sont même en train de fabriquer eux-mêmes des outils pour chercher avec ce qu'ils trouvent », raconte Anne Vigna, envoyée spéciale du

« Monde » dans le pays meurtri par cette catastrophe naturelle. Plusieurs pays, dont la France, ont mobilisé des secouristes sur place pour venir en aide aux autorités locales. Mais, une semaine après les deux séismes de magnitude 7,5 et 7,5, les espoirs de retrouver des proches sous les

décombres s'amenuisent. « Les Vénézuéliens considèrent qu'ils ne sont pas aidés par les autorités de leur pays. Ils disent que l'aide qu'ils reçoivent provient des gens qui viennent comme ça, de Caracas par exemple, qui est à 25 kilomètres de là », détaille Anne Vigna.

Au Royaume-Uni, le plan d'investissement pour la défense de Keir Starmer concentre les critiques

Alors qu'il s'apprête à passer la main à Andy Burnham, le premier ministre britannique a demandé aux ministères de renoncer à 1 % de leur budget d'investissement. Pour autant, il n'atteindra pas son engagement de consacrer 3 % du produit intérieur brut à la défense en 2030, selon le monde fr.

Keir Starmer ne veut pas prendre le risque d'arriver les mains vides au sommet de l'OTAN, qui se tiendra les 7 et 8 juillet à Ankara, face à un Donald Trump véhément, réclamant davantage d'investissements des



Européens dans leur défense. Le premier ministre britannique entend aussi soigner son départ

perdu la confiance du groupe parlementaire travailliste et il sera probablement remplacé le 20 juillet par son rival Andy Burnham, ex-maire du Grand Manchester. C'est pourquoi, mardi 30 juin, en déplacement à l'usine de drones Malloy Aeronautics de Maidenhead, dans le Berkshire, le chef du gouvernement a enfin rendu public un plan d'investissement pour la défense (Defence Investment Plan, DIP) qu'il promettait depuis l'automne 2025.

Le DIP détaille les budgets alloués à la modernisation des

forces armées britanniques pour les quatre prochaines années, jusqu'en 2030. Au total, 270 milliards de livres sterling (313 milliards d'euros) seront consacrés à la défense du pays durant cette période, dont 63 milliards (23 %) iront à la dissuasion nucléaire, 11 milliards seront dépensés pour reconstituer les stocks d'armes et de munitions envoyés à l'Ukraine et 8 autres milliards pour le projet d'avion de combat de nouvelle génération développé avec l'Italie et le Japon.

Le Pakistan dit avoir intercepté quatre drones afghans à la frontière

Kaboul a déclaré avoir mené des « frappes aériennes » contre des membres de l'organisation Etat islamique. Le Pakistan, qui assure que son territoire n'est pas utilisé par le groupe djihadiste, n'a fait état d'aucune victime, selon le monde fr.

Selon l'armée pakistanaise, les forces talibanes afghanes ont « lancé, mardi [30 juin], quatre drones rudimentaires qui ont franchi la frontière au Baloutchiстан », alors que les deux pays voisins sont en conflit depuis plusieurs mois. « Ces [engins] hostiles ont été immédiatement détectés », a-t-elle ajouté dans ce message publié mercredi 1er juillet.

Le gouvernement taliban avait promis de riposter aux frappes aériennes pakistanaises meurtrières menées en début de semaine dans l'est de l'Afghanistan.

Le ministère de la défense afghan a déclaré, sur X, avoir mené des « frappes aériennes » au Baloutchiстан et dans la province pakistanaise du Khyber Pakhtunkhwa, faisant des victimes parmi les membres de l'organisation Etat islamique (EI).

Les forces militaires talibanes ne disposent pas d'une force aérienne pleinement opérationnelle, mais elles ont eu recours à de petits drones, ciblant principalement des zones situées dans les régions frontalières, selon des experts. Le Pakistan, assurant que son territoire n'est pas utilisé par l'EI, n'a fait état d'aucune victime.

Représailles

La branche régionale de l'EI, l'Etat islamique au Khorassan, a revendiqué ces dernières années plusieurs attaques en Afghanistan ayant tué des civils.

Cet événement est le dernier en

date dans un conflit en cours depuis plusieurs mois entre les deux pays. Lundi, des frappes pakistanaises ont fait une trentaine de morts en Afghanistan. Kaboul a fait état de victimes civiles, tandis qu'Islamabad a précisé avoir ciblé une faction des talibans pakistanaise et tué 29 combattants. Les Nations unies ont affirmé que les frappes avaient tué 28 civils et blessé des dizaines de personnes.

Islamabad a précisé que ces opérations faisaient suite à une attaque menée samedi soir contre un camp de la force paramilitaire des Rangers pakistanaise à Karachi, ainsi qu'à de récents incidents dans les provinces frontalières.

Des efforts de médiation vains Depuis le retour au pouvoir des talibans afghans, à l'été 2021, les relations entre les deux voisins ne cessent de se détériorer, Islamabad accusant Kaboul d'«



abriter » des talibans pakistanaise du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), ce que le gouvernement taliban dément.

Ces tensions accrues entre le Pakistan et l'Afghanistan sont alimentées par des attaques transfrontalières et des accusations mutuelles. Les efforts de médiation menés par plusieurs pays, dont la Chine, n'ont pas permis de parvenir à une solution durable entre les

deux pays et les perspectives d'apaisement semblent ténues.

Les populations civiles, de part et d'autre de la frontière, continuent de payer le prix de cette escalade, tandis que les groupes armés profitent du chaos pour renforcer leur emprise sur certaines régions. Les observateurs internationaux s'inquiètent de la possibilité d'une aggravation du conflit, qui pourrait les déstabiliser davantage.

Burkina Faso : la rupture des relations diplomatiques avec la France, une décision soudaine aux lourdes conséquences

Le capitaine Ibrahim Traoré a annoncé, vendredi 26 juin, la rupture des relations bilatérales avec Paris. Les 2 500 ressortissants français résidant dans le pays ne pourront plus compter sur les services de l'ambassade et du consulat, qui doivent rapatrier leurs agents, selon le monde fr.

La Corée du Nord et l'Afghanistan étaient jusqu'à présent les seuls pays du monde à ne pas avoir de relations diplomatiques avec la France. A leurs côtés, il y a désormais



le Burkina Faso. La junte du capitaine Ibrahim Traoré a annoncé, vendredi 26 juin, la rupture de ses liens avec Paris

en raison de son « activisme incessant » contre ses « intérêts » et de ses « ambitions néocoloniales affichées ». Selon

plusieurs sources françaises, cette décision a été prise en raison de l'adoption, le 18 juin, par le Parlement européen, d'une résolution dénonçant la « répression de l'espace civique et des libertés fondamentales » dans le pays sahélien. Un texte porté par l'eurodéputé (Les Républicains) et général français Christophe Gomar, ancien directeur du renseignement militaire.

Depuis que le capitaine Traoré a pris le pouvoir à Ouagadougou par un putsch, en septembre 2022, ses relations

avec l'ancienne puissance coloniale sont exécrables. Le chef de la junte, qui a instauré une « révolution progressiste et populaire » et réprime sévèrement toute opposition, mène une politique souverainiste et hostile à la France, qu'il accuse ouvertement de complot à son égard. Après avoir demandé le renvoi de l'ambassadeur français, fin décembre 2022, il a contraint au départ les quelque 400 membres des forces spéciales basées dans son pays, en février 2023.

CDM 26 / Algérie-Suisse : La guerre des gants



A Vancouver, Vladimir Petkovic entretient le suspense autour de l'identité de son gardien titulaire. Entre Luca Zidane, Oussama Benbot et Melvin Mastil, rien n'est encore décidé à moins de quarante-huit heures du rendez-vous décisif face à la Suisse. Une concurrence acharnée qui traduit surtout les doutes nés lors du premier tour et l'absence d'un véritable numéro un.

C'est un détail qui n'en était pas un. Lundi soir, sur l'une des pelouses du Rock Chalk Park de Lawrence, les regards ne se portaient pas uniquement sur les joueurs de champ. Pendant que les internationaux algériens poursuivaient leur préparation en vue du seizième de finale de la Coupe du monde 2026 face à la Suisse, dans la nuit de jeudi à vendredi à Vancouver (4h, heure algérienne), une autre bataille se jouait à quelques mètres de là. Une bataille silencieuse, sans déclarations tapageuses, mais d'une intensité remarquable : celle des gardiens de but. Ouverte aux médias durant le traditionnel quart d'heure réglementaire, cette avant-dernière séance d'entraînement avant le départ pour le Canada a permis de mesurer l'ampleur de la concurrence qui anime la cage des Verts. Sous les ordres de l'entraîneur des gardiens et sous les yeux particulièrement attentifs de Vladimir Petkovic, Luca Zidane, Oussama Benbot et Melvin Mastil se sont livrés à une véritable démonstration d'engagement. Plongeons

spectaculaires, réflexes sur frappes à bout portant, sorties aériennes, relances au pied, face-à-face... aucun exercice n'était abordé avec retenue. À leurs côtés, le réserviste Abdelatif Ramdane participait également aux ateliers, contribuant à maintenir un rythme particulièrement élevé.

À plusieurs reprises, Petkovic a interrompu les exercices pour échanger avec son entraîneur des gardiens. Un regard, une remarque, un geste... Tout semblait observé, analysé, décortiqué. Le sélectionneur national sait que son choix pourrait conditionner une partie de l'avenir des Verts dans cette Coupe du monde.

Une hiérarchie totalement relancée

Si le poste de gardien est généralement celui où la stabilité constitue une règle presque sacrée, l'Algérie vit aujourd'hui une situation bien différente. Après trois matches de phase de groupes, aucun portier n'a véritablement réussi à s'imposer comme une évidence.

Le premier tournant est intervenu avant la rencontre face à l'Autriche. Alors que tout le monde s'attendait à voir Luca Zidane poursuivre son tournoi, Vladimir Petkovic avait surpris son monde en confiant les clés des buts à Oussama Benbot.

Un choix fort qui traduisait la volonté du technicien bosnien de provoquer un électrochoc après les deux premières sorties du gardien formé au Real Madrid. Il faut dire que Luca Zidane n'avait

pas totalement convaincu. Face à l'Argentine, lors de la défaite inaugurale (3-0), il avait certes subi la domination des champions du monde, mais certaines de ses interventions avaient alimenté les débats, notamment sur les deux premiers buts inscrits par Lionel Messi. Contre la Jordanie, malgré la victoire algérienne (2-1), il n'avait pas dégagé toute la sérénité attendue dans un match où les Jordaniens avaient souvent mis en difficulté l'arrière-garde des Verts. Il avait même été pointé du doigt sur l'ouverture du score en déviant dans ses propres filets une frappe de Nizar Al-Rashdan à la 36e minute.

Benbot n'a pas saisi sa chance

En lançant Benbot contre l'Autriche, Petkovic espérait peut-être trouver le déclic recherché. Mais le gardien de l'USM Alger n'a pas réellement profité de cette opportunité. Certes, le nul spectaculaire (3-3) ne peut lui être imputé à lui seul, tant les largesses défensives ont parfois compliqué sa tâche. Néanmoins, le portier algérien n'a jamais réussi à rassurer complètement sa défense. Sur plusieurs situations, son manque d'autorité dans les airs et quelques hésitations dans ses sorties ont laissé une impression mitigée.

À ce niveau de la compétition, où chaque détail peut décider d'une qualification ou d'une élimination, ces hésitations prennent naturellement une dimension particulière.

Mastil, le troisième homme

Et si la solution venait finalement

d'un troisième homme ? Depuis plusieurs jours, Melvin Mastil ne cesse de monter en puissance au sein du groupe. Déjà aperçu lors du dernier match de préparation face à la Bolivie avant le Mondial, le longiligne gardien du Stade Nyonnais (1,94 m) travaille dur à l'entraînement dans l'espoir de taper dans l'œil de Petkovic et de gagner une place de titulaire pour la suite du tournoi. Le staff technique apprécie notamment son autorité dans les sorties aériennes, un secteur dans lequel il dégage davantage de sérénité. Mais aussi sa qualité de relance et sa capacité à défendre loin de sa ligne, un aspect qui pourrait s'avérer précieux face aux attaquants suisses, réputés pour leur vitesse dans la profondeur. Cependant, lui confier les buts lors d'un match à élimination directe constituerait un pari risqué pour Petkovic, car peu de sélectionneurs accepteraient de lancer un gardien aussi peu expérimenté dans une rencontre de cette importance.

Petkovic entretient volontairement le doute

Selon nos sources, Vladimir Petkovic n'a toujours pas arrêté son choix. Contrairement aux deux premières rencontres du premier tour, où les tendances se dessinaient rapidement, le sélectionneur souhaite attendre la toute dernière séance avant de prendre sa décision. Le technicien bosnien entend observer une ultime fois ses trois prétendants, mais également mesurer leur état psychologique à l'approche d'un rendez-vous

où la gestion de la pression sera presque aussi importante que les qualités techniques.

Ce suspense est également entretenu auprès des joueurs. Aucun indice ne filtre du staff, preuve que le sélectionneur veut maintenir tout le monde sous tension jusqu'au bout.

Le choix d'un homme... et peut-être celui d'une qualification

Face à la Suisse, les Verts devront probablement souffrir, défendre bas par moments et résister aux accélérations adverses.

Dans un tel contexte, le gardien sera forcément amené à jouer un rôle déterminant. Une sortie aérienne, un arrêt réflexe, une relance parfaitement dosée ou, au contraire, une erreur d'appréciation peuvent faire basculer ce seizième de finale face à la Nati avant même que les attaquants n'entrent en scène. À Lawrence, cette réalité se lisait dans l'engagement des trois candidats. Aucun sourire forcé, aucun relâchement. Chacun sait que quelques minutes d'entraînement peuvent encore influencer la décision finale. Dans quelques heures, lorsque les Verts quitteront leur camp de base américain pour rejoindre Vancouver, une seule certitude accompagnera la délégation algérienne : la concurrence dans les buts n'a jamais été aussi forte. Quant au nom de celui qui défendra les cages algériennes face à la Suisse, Vladimir Petkovic est aujourd'hui le seul à le connaître... ou peut-être pas encore.

Coupe du Monde 2026 : Gros problèmes de jalousie, de familles et de femmes au sein de l'Allemagne

Lothar Matthäus, légende du foot allemand et consultant aujourd'hui, a fait de lourdes révélations sur ce qui s'est passé dans le groupe de l'Allemagne pendant ce Mondial.

La Coupe du Monde 2026 s'est brutalement arrêtée pour l'Allemagne. Une nouvelle déception pour la Mannschaft, éliminée aux tirs au but face au Paraguay, malgré une équipe bien supérieure sur le papier. Forcément, les médias allemands se sont lâchés, et Julian Nagelsmann prend particulièrement cher. De l'autre côté du Rhin, tout le monde souhaite voir Jürgen Klopp prendre sa place et commencer à préparer l'Euro 2028. Conscient du climat très tendu qui existe au pays, le président de la Fédération Bernd Neuendorf, a tenu à sortir du silence mardi : « après un tel revers, et face aux défis qui nous attendent, nous ne pouvons ni ne voulons simplement reprendre nos activités comme si de rien n'était. Nous remercions tous les fans qui nous ont si merveilleusement soutenus aux États-Unis et au Canada, mais aussi chez nous.



Nous sommes tous très déçus que notre aventure ensemble se termine si tôt ».

Au-delà des choix tactiques et des noms alignés sur la feuille de match par Julian Nagelsmann, on apprend dans ces jours qui suivent cette élimination que d'autres choses n'allaient pas en interne. Bild a par exemple dévoilé, ce mercredi, que le courant ne passait pas entre le sélectionneur et ses joueurs,

avec une communication inexistante pratiquement, et que Nagelsmann passait son temps avec son staff ou avec sa femme Lena, ne partageant absolument rien avec ses joueurs. Ces derniers ont aussi eu du mal à comprendre certains de ses choix, comme la gestion du cas Deniz Undav.

Matthäus balance

Et Lothar Matthäus, légende du football allemand et aujourd'hui

omniprésent sur la scène médiatique, a fait de grosses révélations sur les coulisses de l'aventure américaine de l'Allemagne. « Il y a eu beaucoup de choses à gérer, sur le terrain mais aussi en dehors. Les femmes des joueurs, les familles, tout était à prendre en compte. Et il y a eu de tout, beaucoup d'histoires. Déjà, je ne comprends pas pourquoi toutes les familles étaient là-

bas dès le début. Il y a eu des histoires avec les voyages, avec les réservations d'hôtel. Tout posait problème. Ce n'est pas sorti dans les médias, mais je sais que c'était problématique », a lancé l'ancien du Bayern dans son podcast chez Bild.

« Les joueurs étaient en colère les uns contre les autres, parce que l'un d'eux avait été autorisé à voler avec sa mère, ou l'autre avec sa femme et ses enfants. D'autres familles ont dû prendre des vols commerciaux. Au final, il y a eu beaucoup d'agitation, qu'on a pas forcément vue de l'extérieur. L'attention des joueurs n'était tout simplement pas portée sur cette Coupe du Monde. C'était une journée libre en famille, une après l'autre. Les familles auraient pu venir à partir des quarts si l'équipe avait réussi à obtenir de bons résultats », a conclu Matthäus, faisant donc comprendre que pour la Mannschaft, cette Coupe du Monde ressemblait plus à des vacances en famille qui ont mal tourné, plutôt qu'à une compétition de football. Des propos qui font déjà beaucoup parler chez nos voisins germaniques...

Coupe du Monde 2026 : Michael Olise fait chavirer... le Real Madrid

Michael Olise a ébloui tout le monde depuis le début du Mondial. Et le Real Madrid, qui était annoncé intéressé par la presse espagnole, est clairement encouragé à tout faire pour le recruter.

Et finalement, ce fut Julián Álvarez. Rappelez-vous, au début du Mondial 2026, le suspense de quelques jours lancé par Florentino Pérez au sujet du joueur mystère pour lequel il allait faire une offre de 150 M€. Beaucoup espéraient qu'il s'agisse de Michael Olise, éblouissant avec le Bayern Munich. Depuis, le milieu offensif français a enchaîné les prestations de grande classe avec l'équipe de France, avec un total de 5 passes décisives depuis le début du tournoi mondial.

Et forcément, la presse pro-madrilène regarde cela avec délectation et frustration. « Mention spéciale à Olise, avec tout le respect que l'on doit à Mbappé. S'il faut vendre le Bernabéu pour l'acquiescer, qu'il en soit ainsi. Kylian joue exceptionnellement bien, et il ne faut pas minimiser ses performances, mais l'ailier du Bayern lui facilite grandement la tâche. À tel point qu'on en oublie parfois que Dembélé, auteur d'un excellent match, est un candidat sérieux au Ballon d'Or. Il n'a pas marqué hier, alors qu'il aurait pu inscrire trois ou quatre buts, mais il compte déjà cinq passes décisives en quatre matches », écrit ainsi Marca.

**Pérez incité à envoyer
du lourd**

La France choque la planète entière avec ses éléments offensifs brillants et complémentaires. Mais cela laisse aussi un goût amer aux fans du Real Madrid qui ont la sensation de ne pas voir le même Mbappé avec la Casa Blanca... Et s'il fallait lui adjoindre Michael Olise pour le voir briller de la même manière ? Selon l'un des journalistes présents sur le plateau d'El Chiringuito, Mbappé tenterait de convaincre Olise de le rejoindre au Real Madrid. Une stratégie souvent employée par les Madrilènes, mais qui aura du mal à fonctionner si l'on se rappelle des propos du président bavarois, tenus hier.

« Comme je l'ai dit précédemment, si le président du Real Madrid Florentino Pérez avait une offre en tête, il peut s'épargner bien des tracas, car nous ne voulons pas vendre Michael. Le Bayern Munich entretient d'excellentes relations avec le Real Madrid, et par conséquent, ils m'ont contacté pour me dire que, premièrement, ils n'ont absolument aucun contact avec Michael Olise et, deuxièmement, ils ne souhaitent pas ces spéculations incessantes dans les médias », avait lancé Herbert Hainer. Florentino Pérez a toujours aimé recruter les sensations d'une Coupe du Monde (James Rodríguez, Keylor Navas en 2014 par exemple), quitte à y mettre le prix. Il était prêt à lancer une offre record de 150 M€ pour Julián Álvarez, mais s'il se décide à se lancer sur Olise, ce sera encore bien plus cher.





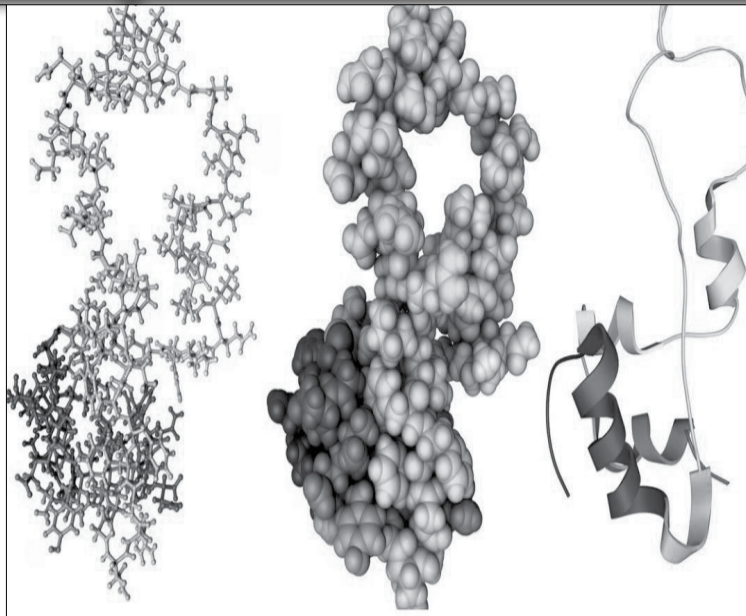
Zuckerberg dévoile un atlas d'un milliard de protéines pour accélérer les médicaments

Et si les chercheurs disposaient enfin d'un moteur de recherche du vivant ? Grâce à une intelligence artificielle capable de cartographier plus d'un milliard de structures protéiques, le Biohub de Mark Zuckerberg dévoile un atlas inédit du monde moléculaire.

Une ressource ouverte qui pourrait accélérer la découverte de médicaments, révéler des protéines encore inconnues et rapprocher la science d'un objectif longtemps jugé inaccessible : simuler virtuellement le fonctionnement des cellules humaines.

Un atlas géant, sorte de « carte du vivant moléculaire », permettant de naviguer au sein des milliards de protéines différentes et qui pourrait permettre d'accélérer l'identification de nouveaux médicaments ? C'est ce que viennent de mettre au point les chercheurs du BioHub.

Selon cet institut biomédical de la Chan Zuckerberg Initiative - l'organisme créé par Mark Zuckerberg et son épouse, la médecin et enseignante Priscilla Chan -, cet atlas devrait contribuer à « ouvrir une nouvelle voie aux chercheurs pour concevoir des protéines et accélérer les découvertes scientifiques ».



Un moteur de recherche accessible aux chercheurs du monde entier

Certes, l'idée n'est pas nouvelle. En 2021, DeepMind, une société experte en intelligence artificielle détenue par Google, et l'EMBL-EBI, l'Institut européen de bio-informatique, avaient créé AlphaFold, un atlas couvrant tous les règnes du vivant et qui comporte aujourd'hui 200 millions de structures protéiques différentes. Mais l'annonce de BioHub est un pas vers l'avant encore plus important que celui fait à travers AlphaFold.

La base de données, nommée ESM Atlas, a été géné-

rée grâce à un outil d'intelligence artificielle particulièrement puissant nommé ESMFold2, un modèle de prédiction spécialisé dans les structures protéiques. Celui-ci a été entraîné à partir des données de séquences biologiques (génomique) accumulées depuis plusieurs décennies par la communauté scientifique mondiale : bactéries, virus, champignons, animaux, plantes... vivant dans tous les compartiments terrestres. Cette IA aurait permis de générer plus de 1 milliard de structures protéiques en 3D et des milliards de séquences protéiques supplémentaires, dont la plus grande partie vient de ce que les biolo-

gistes appellent la matière noire biologique : espèces jamais cultivées ou décrites, micro-organismes inconnus, fragments d'ADN dont l'origine est incertaine... Donc, des protéines dont on ignore encore la fonction.

Pourquoi c'est une avancée majeure ?

Aujourd'hui, pour trouver une nouvelle molécule thérapeutique, il faut généralement compter 10 à 15 années. Avec cet atlas, les chercheurs pourraient identifier beaucoup plus rapidement des protéines impliquées dans une maladie, trouver des protéines analogues déjà connues et concevoir de nouvelles molécules (médicament) capables de se fixer sur une cible biologique, et ce d'autant plus que l'atlas serait « open source », c'est-à-dire ouvert et consultable gratuitement par les chercheurs du monde entier.

Selon un communiqué publié dans Nature, BioHub affirme avoir déjà validé expérimentalement certaines prédictions sur des cibles liées au cancer et aux maladies immunitaires.

Autre perspective apportée par ESM Atlas : il devrait permettre de concevoir des protéines, telles que des enzymes industrielles, des anticorps thérapeutiques (immunothérapie par exemple), des protéines capables de neutraliser

un virus ou encore des molécules de thérapie génique. Enfin, dans le domaine de la recherche fondamentale, cette base de données pourrait faciliter la découverte de familles protéiques inconnues ou encore d'identifier de nouveaux systèmes biologiques potentiellement utiles.

L'idée derrière tout ça : parvenir un jour à créer des « cellules virtuelles », sortes de modèles prédictifs de cellules humaines entières, qui pourraient permettre aux chercheurs de simuler sur ordinateur

l'effet d'un médicament, d'une mutation ou d'une infection avant même d'avoir réalisé des expériences in vitro ou sur des animaux.

Si cette annonce est particulièrement réjouissante, il faudra attendre un peu avant de parler de « révolution médicale ». Prédire une structure protéique n'est pas une preuve expérimentale. La base de données ESM Atlas ne remplacera pas le travail expérimental des chercheurs qui, lui, reste coûteux en temps et en énergie. Par ailleurs, sa supériorité sur AlphaFold devra être confirmée par des évaluations indépendantes.

Fusion 2.0

Bitpanda lance sa nouvelle plateforme pour traders

Bitpanda relance sa plateforme de traders avec Fusion 2.0, au moment même où s'est tenue la Paris Blockchain Week, événement durant lequel plusieurs membres de l'exécutif ont pris la parole. Une interface made in Bitpanda qui a été pensée par la plateforme pour offrir plus de précision, de contrôle et de performances, sans pour autant avoir à basculer sur des échanges plus compliqués. Au programme ainsi, du charting natif, pour l'analyse technique, mais aussi plusieurs types d'ordres avancés : Limit Order, Stop Limit, Take-Profit.

Une très bonne liquidité grâce à l'agrégation de 12 grandes places de marché mondiales

Et les nouveautés de Fusion 2.0 ne s'arrêtent pas là. À vrai dire, ce qui devrait attirer tout de suite les traders tient plutôt à l'ampleur

de la nouvelle interface. Elle bénéficie ainsi de l'agrégation de 12 places mondiales de marché, gage d'une liquidité profonde. Le trader pourra ainsi, même quand il passe un ordre important, bénéficier de spreads très serrés et d'un slippage minimal.

Pour ceux qui aiment avoir un œil sur de nombreux actifs, là encore, Fusion 2.0 apparaît comme une solution particulièrement alléchante. Les utilisateurs pourront ainsi jouer avec plus de 2000 paires de trading, qui incluent des actifs très divers. En plus des habituelles cryptomonnaies, des monnaies fiduciaires comme le franc suisse ou la livre sterling seront accessibles (ce qui est rare sur le Vieux Continent), mais aussi des métaux précieux, ainsi que des ETF !

Un seul compte Bitpanda pour les deux offres différentes

Et si les traders peuvent travailler avec une grosse gamme d'outils à leur disposition, ça ne signifie pas pour autant qu'ils vont devoir se créer un nouveau compte. L'un des avantages de Fusion 2.0, c'est en effet qu'un accès à cette interface à partir d'un compte Bitpanda de base est possible, ce qui n'est pas le cas pour d'autres échanges. L'utilisateur pourra dans ce cadre bénéficier d'un solde unifié, et n'aura pas à effectuer des transferts de fonds entre les différentes interfaces. C'est donc une gestion simplifiée et une réduction des coûts qui sont accordés ici.

La question des coûts à la baisse s'observe aussi du côté des frais qui sont pratiqués sur Bitpanda Fusion 2.0. Les dépôts et les retraits sont ainsi gratuits, qu'importe la méthode choisie (carte bancaire, virement, PayPal, Apple

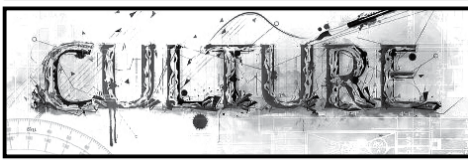
Pay...). Les frais pratiqués sont aussi bien différents, et plus bas encore que ceux de la plateforme classique. Alors que ces derniers oscillent entre 0,25 et 0,40 %, ils sont compris sur Bitpanda Fusion 2.0 dans une fourchette allant de 0,02 à 0,25 %.

Enfin, garant de sécurité, la plateforme est conforme aux normes françaises et européennes les plus strictes : PSAN, AML (pour la lutte contre le blanchiment d'argent), MiFID II (norme pour la transparence et la protection des investisseurs), et VASP (Virtual Asset Service Provider).

On peut aujourd'hui trouver tout ce que l'on veut pour effectuer tout type d'opérations et d'investissements quand on a du temps et que l'on aime fouiner sur la toile. Mais pour ceux qui veulent tout au même endroit, on fait difficilement mieux que Bitpanda

avec son offre Fusion 2.0.

Quand l'utilisateur s'installe devant son écran pour lancer son activité, il se retrouve ainsi devant une seule interface, qui lui permet pourtant d'accéder aux liquidités de plusieurs plateformes différentes. Il n'a ainsi pas à multiplier les comptes sur les diverses plateformes de trading, et à se perdre dans le casse-tête de la répartition des fonds. Toujours dans cette idée de simplification en mettant tout sur une seule interface, il a par ailleurs droit à un compte unifié, puisque l'offre fonctionne à partir du compte Bitpanda de base. Autant dire que toute l'énergie mentale peut être utilisée à performer sur les marchés, et non pas à s'organiser au quotidien avant tout début d'opération !



Festival national culturel Aïssaoua

La 15^{ème} édition ouvre son concours aux jeunes talents

Sara Boueche

En prélude à la 15^e édition du Festival national culturel Aïssaoua, qui se tiendra du 20 au 24 juillet à Constantine, le commissariat de la manifestation a lancé un appel à candidature pour le concours de la meilleure jeune troupe de musique et de chant aïssaouis. Placée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts et organisée sous l'égide de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Constantine, cette compétition ambitionne de valoriser la nouvelle génération d'interprètes tout en contribuant à la préservation d'un héritage musical et spirituel emblématique du patrimoine algérien.

Les troupes intéressées sont invitées à déposer leur dossier de participation avant le 10 juillet. Chaque formation devra réunir entre huit et quinze membres et

présenter une prestation d'une durée maximale de vingt minutes. Le programme artistique devra comprendre des madihs aïssaouis, des braouels (cadences ternaires en 6/8), des qasaïds ainsi que des noubas, conformément au règlement établi par les organisateurs.

Le communiqué précise que les œuvres déjà récompensées lors des précédentes éditions ne seront pas admises. Cette disposition traduit la volonté de promouvoir de nouvelles créations tout en veillant au respect de l'authenticité du rituel Aïssaoua dans sa tradition algérienne, tant sur les plans patrimonial que spirituel.

Le règlement accorde également une attention particulière aux conditions de présentation. Les participants devront revêtir la tenue traditionnelle propre au patrimoine aïssaoui et utiliser



exclusivement les instruments caractéristiques de ce répertoire. L'emploi de tout effet sonore préenregistré est, par ailleurs, strictement interdit durant les prestations.

Les candidats seront départagés selon plusieurs critères,

notamment la qualité de l'interprétation collective, la maîtrise musicale et rythmique, la fidélité au répertoire traditionnel, la présence scénique ainsi que la capacité à exprimer une démarche créative en harmonie avec l'esprit de la tradition Aïssaoua.

Le dossier de candidature devra comprendre le formulaire de participation, une fiche technique, une présentation de la troupe, la liste de ses membres, un enregistrement vidéo récent d'une durée comprise entre cinq et dix minutes, ainsi que des photographies en haute définition.

Le concours se déroulera le 21 juillet au Palais de la culture Mohamed-Laïd Al-Khalifa de Constantine. Les dossiers peuvent être transmis à la Maison de la culture Malek-Haddad ou envoyés par voie électronique.

Rappelant que la 14^e édition du Festival national culturel Aïssaoua s'était tenue l'année dernière à la Maison de la culture Moubarak-El-Mili, dans la wilaya de Mila, et avait réuni quatorze troupes issues de douze wilayas.

Bordj El Kiffan célèbre le génie artisanal algérien à travers un festival dédié au patrimoine vivant

Sara Boueche

À l'occasion des célébrations du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, le bureau de wilaya d'Alger de l'Académie de promotion du tourisme et de développement de la jeunesse et du sport organisera, du 5 au 10 juillet, le Festival de l'artisanat et du patrimoine algérien au centre-ville de Bordj El Kiffan. Cette manifestation ambitionne de mettre en lumière la richesse du savoir-faire national tout en offrant un espace d'expression aux artisans, créateurs et porteurs de projets.

À travers un appel à participation, les organisateurs invitent les professionnels de l'artisanat ainsi que les entrepreneurs issus des activités domestiques à prendre part à cet événement,

conçu comme une plateforme de promotion des productions locales et de transmission d'un héritage culturel profondément ancré dans l'identité algérienne.

Le festival réunira un large éventail de disciplines artisanales, allant de la broderie, de la couture et de l'art traditionnel aux arts plastiques, à la peinture, à la fabrication de bougies, aux accessoires et aux bijoux. Les visiteurs pourront également découvrir des initiatives consacrées au recyclage créatif, des produits alimentaires sans gluten, des créations liées au bien-être ainsi qu'une offre mettant en avant une alimentation équilibrée. Cette diversité illustre l'évolution de l'artisanat, qui conjugue aujourd'hui traditions ancestrales et pratiques innovantes.

Outre les espaces d'exposition,

le programme proposera plusieurs animations destinées à un public de tous âges. Des ateliers en direct permettront d'observer les artisans dans l'exercice de leur métier, tandis qu'une exposition de plats et de pâtisseries traditionnels valorisera le patrimoine culinaire algérien. Un espace consacré au conte fera revivre la tradition orale, alors qu'un concours du jeune chef et des activités réservées aux enfants renforceront la dimension familiale de cette rencontre.

Une attention particulière sera également accordée à la promotion d'un mode de vie sain. Un espace spécialisé offrira des conseils en matière de nutrition et sensibilisera les visiteurs à l'importance d'une alimentation équilibrée. Des démonstrations autour de la pâtisserie sans gluten



seront également proposées afin de répondre aux besoins des personnes souffrant d'intolérances alimentaires.

Inscrit dans le calendrier des festivités nationales, ce rendez-vous traduit la volonté de soutenir les métiers de l'artisanat et de favoriser l'essor des initiatives

locales. En réunissant créateurs, producteurs et grand public dans un même espace, le Festival de l'artisanat et du patrimoine algérien entend contribuer à la préservation des savoir-faire, encourager l'entrepreneuriat artisanal et renforcer le rayonnement du produit national au cœur de la capitale.

Citation...

La plus grande force, c'est de continuer quand tout en toi veut abandonner.

Festival de Hammamet 2026

Le Festival international de Hammamet (FIH) revient pour sa 60^e édition du 11 juillet au 13 août 2026, sous le slogan « Endless Memories ». Au programme : 32 spectacles réunissant des artistes venus de 12 pays, mêlant musiques du monde, créations théâtrales et figures majeures de la scène arabe et internationale.

Organisée dans le cadre emblématique de l'amphithéâtre de Hammamet, cette édition anniversaire réunira des artistes de Tunisie, du Liban, de Palestine, des États-Unis, du Mali, d'Espagne, du Portugal, de Cuba, de Turquie, du Maroc, d'Algérie et d'Italie.

Le festival s'ouvrira le 11 juillet

avec la pièce « Les fugueuses » de Wafa Taboubi. Le lendemain, le public retrouvera le musicien Dhafer Youssef avec son projet « Shiraz », avant la performance de la chanteuse libanaise Yasmine Hamdan le 13 juillet.

La programmation met également en avant plusieurs créations tunisiennes et arabes.



« Michael » en passe de franchir le milliard de dollars Le Roi de la Pop triomphe une nouvelle fois au box-office



Sara Boueche

Le biopic Michael, consacré à la vie de Michael Jackson, poursuit une ascension exceptionnelle au box-office

mondial. Avec 977 millions de dollars de recettes, le long métrage s'impose désormais comme le film biographique le plus rentable de l'histoire du cinéma, dépassant Oppenheimer de Christopher

Nolan (975 millions de dollars). Selon le magazine Variety, le cap symbolique du milliard de dollars semble désormais à portée de main.

Distribué depuis avril par Lionsgate aux États-Unis et Universal sur les marchés internationaux, le film affiche des performances remarquables. Il a généré 370,2 millions de dollars en Amérique du Nord et 607,2 millions à l'international. Dès son lancement, Michael avait enregistré un démarrage spectaculaire avec 97 millions de dollars de recettes aux États-Unis et 217 millions dans le monde, établissant un nouveau record pour un biopic en surpassant Straight Outta Compton (2015).

Le film avait déjà dépassé les 911 millions de dollars de Bohemian Rhapsody, consacré au groupe Queen, devenant ainsi le biopic musical le plus lucratif jamais réalisé, avant de s'imposer comme la référence absolue du genre.

Mis en scène par Antoine Fuqua, Michael retrace le parcours du chanteur, depuis ses débuts au sein des Jackson 5 jusqu'à son

accession au rang d'icône mondiale de la musique. Pour incarner cette figure emblématique, le réalisateur a choisi Jaafar Jackson, neveu de l'artiste, qui signe ici sa première apparition au cinéma. À ses côtés, Colman Domingo et Nia Long interprètent respectivement Joe et Katherine Jackson.

Si le succès commercial est incontestable, le film suscite néanmoins des réactions contrastées. Plusieurs critiques estiment qu'il propose une vision largement idéalisée de l'artiste, en accordant une place limitée aux controverses qui ont marqué les dernières années de sa carrière. En privilégiant la dimension émotionnelle et spectaculaire, notamment à travers des reconstitutions de concerts et de clips emblématiques, le récit laisse de côté certains aspects plus complexes de la personnalité de Michael Jackson. Ce choix artistique continue d'alimenter les débats.

Pour Lionsgate, cette production constitue un jalon majeur. Avec près de 977 millions de dollars de recettes, Michael dépasse Hunger

Games : L'Embrasement (865 millions de dollars) et devient le plus grand succès commercial de l'histoire du studio. Une performance d'autant plus significative pour une société qui dispose d'un catalogue de franchises plus restreint que celui des grands studios hollywoodiens.

Fort de cet engouement, Lionsgate préparerait déjà la suite du projet. Les nouvelles prises de vues et le remontage du film auraient conduit à écarter plusieurs épisodes importants de la vie du chanteur, ouvrant ainsi la voie à un ou plusieurs volets supplémentaires. Certains observateurs évoquent même la naissance d'une véritable franchise consacrée à l'univers de Michael Jackson.

Plus de cinquante ans après ses débuts sur scène et plus de quinze ans après sa disparition, Michael Jackson continue de fasciner le public à travers le monde. Ce triomphe au cinéma témoigne de la puissance intacte de son héritage artistique et de l'influence durable qu'il exerce sur plusieurs générations.

Tunisie

Culture sous tension Les festivals pris en otage par les contraintes de change et le silence institutionnel

Sous les lumières habituellement éclatantes des scènes estivales tunisiennes, une inquiétude sourde s'installe. À quelques semaines du lancement des grands festivals internationaux, le paysage culturel semble vaciller entre incertitude administrative, tensions financières et silence institutionnel. Ce qui devait être une saison de célébration artistique prend, pour nombre d'organismes, les contours d'une crise ouverte.

Tout a commencé par des signaux discrets, presque techniques. Mais très vite, les informations se sont diffusées dans le milieu des impresarios et des organisateurs de festivals comme une onde de choc. Selon l'impresario Anis Fliss, un représentant de la Banque centrale de Tunisie a contacté plusieurs professionnels du secteur pour leur indiquer que le plafond de devise alloué aux paiements en faveur des artistes étrangers aurait été dépassé. Une annonce lourde de conséquences, qui reviendrait, de facto, à fragiliser voire compromettre le

règlement des cachets déjà négociés, contractualisés, depuis plusieurs mois.

Dans les coulisses du secteur culturel, l'alerte est immédiate. Car au-delà de la simple contrainte comptable, c'est toute une mécanique de confiance internationale qui se trouve ébranlée. Les festivals tunisiens, notamment ceux portés par des associations, reposent largement sur la capacité à honorer des engagements financiers vis-à-vis d'artistes étrangers, souvent programmés dans le cadre de contrats signés bien en amont. Or, si les paiements deviennent incertains, c'est la crédibilité même des institutions culturelles tunisiennes qui se trouve fragilisée.

Face à cette situation, Anis Fliss a évoqué, sur Mosaïque FM, une tentative de sortie de crise : la possibilité d'ajourner les paiements, avec un étalement sur une période ultérieure, notamment au début du prochain exercice budgétaire en septembre. Une solution de compromis,

encore hypothétique, qui a été portée à la connaissance du ministère des Affaires culturelles. Mais à ce jour, aucune réponse officielle n'a été communiquée aux professionnels concernés. Un silence qui, dans un contexte aussi sensible, résonne comme une forme d'impasse.

Ce flottement institutionnel intervient à un moment particulièrement critique. Les festivals d'été, en Tunisie, ne sont pas de simples événements culturels : ils constituent un pilier de l'attractivité touristique, un moteur économique local, et un espace essentiel de rayonnement artistique international. Leur fragilisation ne se limite donc pas à une question de programmation, mais touche directement à l'image du pays et à sa capacité à tenir ses engagements dans un environnement culturel mondialisé.

Le Festival international de Bizerte illustre à lui seul cette tension grandissante. Son directeur, Lotfi Sfaxi, s'est exprimé également sur Mosaïque FM. Son propos, mesuré mais

inquiet, traduit un climat d'incertitude rarement atteint à ce stade de préparation. Selon lui, l'administration du festival évolue dans une véritable zone de brouillard, ne sachant toujours pas si les artistes étrangers prévus pourront être maintenus dans la programmation.

Cette incertitude est d'autant plus préoccupante que les préparatifs du festival ont débuté dès le mois de janvier. Des contrats ont été signés avec des artistes via des intermédiaires professionnels, conformément aux procédures légales en vigueur. Les dossiers ont été déposés auprès de la commission nationale des spectacles étrangers, accompagnés des autorisations requises et des justificatifs financiers exigés par les services compétents, y compris l'enregistrement auprès du ministère des Finances.

Malgré ce respect scrupuleux des procédures, aucune réponse officielle n'a été transmise à ce jour, ni approbation ni refus. Une absence de décision qui

place les organisateurs dans une situation intenable, à quelques jours seulement de la conférence de presse annonçant la programmation finale de la 43^e édition du Festival de Bizerte.

Au-delà de l'aspect administratif, c'est aussi une question de justice et d'équité qu'a soulevé le directeur du festival. Il a rappelé que les festivals internationaux portés par des associations ne bénéficient pas des mêmes mécanismes de soutien que ceux relevant directement de l'État, tout en supportant des charges significatives, notamment des taxes pouvant atteindre 33% sur les spectacles étrangers.

Dans ce contexte, une contradiction apparaît de plus en plus difficile à justifier pour les acteurs culturels : alors que certains artistes étrangers continueraient à se produire dans d'autres cadres, leur participation aux festivals associatifs semble suspendue à une décision administrative non clarifiée.



Le jus de tomate, un allié inattendu pour votre santé !

Peu sucré, riche en antioxydants et en nutriments essentiels, le jus de tomate est souvent relégué au rang de boisson apéritive. Mais il pourrait faire partie des boissons santé les plus intéressantes sur le plan nutritionnel. À condition de bien le choisir ! Résumé réalisé avec l'IA

Le jus de tomate est faible en calories et en sucres, mais aussi riche en nutriments essentiels comme le potassium, la vitamine C et le lycopène, un puissant antioxydant qui favorise la santé cardiovasculaire et protège contre le stress oxydatif.

Il conserve une grande partie de ses minéraux et son lycopène (mieux assimilé lorsque la tomate est transformée). Mais il ne doit pas remplacer les légumes frais en raison de sa faible teneur en fibres.

Attention à sa teneur en sel : de nombreux jus de tomate vendus dans le commerce contiennent du sel ajouté, ce qui peut augmenter le risque d'hypertension ! Le jus de tomate est souvent éclipsé par les jus de fruits. Pourtant, il mérite largement sa place dans une alimentation équilibrée. Naturellement pauvre en calories et en sucres, il renferme de nombreux nutriments essentiels : des vitamines, des minéraux et de puissants antioxydants. Certaines études suggèrent même qu'il pourrait contribuer à la santé cardiovasculaire et aider à lutter contre le stress oxydatif. Mais le jus de tomate est-il aussi intéressant que la tomate fraîche sur le plan nutritionnel ? Réponse de Marie Valentiny, diététicienne-nutritionniste.

Le jus de tomate est-il bon pour la santé ?

Le jus de tomate est l'un des rares jus de légumes réellement intéressant sur le plan nutritionnel. Contrairement à de nombreuses boissons sucrées ou à d'autres jus de fruits et légumes, il contient peu de sucres.

« Le jus de tomate n'apporte que 2 à 4 g de sucres pour 100 ml. À titre de comparaison, un jus de pommes contient en moyenne 10 g de sucres pour 100 ml. Et



certains sodas peuvent dépasser les 14 g de sucres pour 100 ml », prévient Marie Valentiny. Autre avantage : sa faible densité calorique. Un verre de jus de tomate apporte peu de calories (en moyenne 22 kcal / 100 g) tout en fournissant des vitamines, des minéraux et des composés protecteurs. C'est une option intéressante pour les personnes qui souhaitent profiter des bienfaits des légumes sous une forme pratique et facile à consommer ! Marie Valentiny - diététicienne-nutritionniste

Quels sont les principaux bienfaits du jus de tomate pour la santé ?

Le jus de tomate renferme plusieurs composés bénéfiques pour l'organisme. Une bonne source de potassium Le jus de tomate est particulièrement riche en potassium, un minéral essentiel au bon fonctionnement de l'organisme. Le potassium participe notamment :

- À la contraction et à la relaxation des muscles,
- Au maintien d'une pression artérielle normale,
- Au bon fonctionnement du système nerveux,
- À l'équilibre hydrique de l'organisme,
- Au bon fonctionnement des cellules.

Un apport suffisant en potassium est aussi associé à une meilleure santé cardiovasculaire, puisqu'il contrebalance les effets du sodium (sel). Un apport intéressant en vitamine C Le jus de tomate contient également de la vitamine C. « Elle joue notamment un rôle

essentiel dans l'absorption du fer d'origine végétale », rappelle Marie Valentiny. C'est une excellente nouvelle pour les personnes végétariennes ou végétaliennes, qui doivent être particulièrement attentives à leurs apports en fer ! La vitamine C contribue aussi :

- À la réduction de la fatigue,
- Au fonctionnement normal du système immunitaire,
- À la protection des cellules contre le stress oxydatif,
- À la formation normale du collagène (nécessaire à la santé de la peau, des os et des vaisseaux sanguins).

Le lycopène, un puissant antioxydant C'est probablement l'un des plus grands atouts du jus de tomate. Pour rappel, le lycopène est le pigment naturel qui donne à la tomate sa couleur rouge si caractéristique. Il appartient à la famille des caroténoïdes et a de puissantes propriétés antioxydantes. Le lycopène pourrait ainsi améliorer certains marqueurs cardiovasculaires, protéger contre certaines maladies chroniques et limiter le stress oxydatif susceptible de favoriser le vieillissement cellulaire. Marie Valentiny - diététicienne-nutritionniste Autre avantage : le lycopène est particulièrement bien assimilé lorsque la tomate est transformée (jus de tomate, sauce tomate ou coulis de tomates).

Le jus de tomate est-il aussi nutritif que les tomates fraîches ?

La réponse est nuancée. La transformation industrielle entraîne inévitablement quelques pertes nutritionnelles.

« Certaines vitamines, comme la vitamine C, sont sensibles à la chaleur et à l'oxygène. Lorsque les jus sont pasteurisés, on perd donc certaines vitamines », précise Marie Valentiny. En revanche, les minéraux comme le potassium résistent très bien à ces procédés de fabrication. Le jus de tomate conserve donc une grande partie de sa richesse minérale. Par ailleurs, certains fabricants ajoutent de la vitamine C après transformation pour compenser une partie des pertes. Sans oublier son principal antioxydant, le lycopène, mieux assimilé par l'organisme lorsque la tomate est transformée. « Au final, même s'il ne remplace pas totalement une tomate fraîche, le jus de tomate conserve une grande partie de ses qualités nutritionnelles et peut contribuer aux apports en vitamines, minéraux et antioxydants », tranche Marie Valentiny.

Le jus de tomate compte-t-il dans les cinq fruits et légumes par jour ?

Pas vraiment. Même s'il peut contribuer aux apports en fruits et légumes, il ne remplace pas une vraie portion de fruits et légumes. Pourquoi ? Parce que les légumes consommés sous forme solide apportent davantage de fibres et favorisent la satiété grâce à la mastication, rappelle Marie Valentiny. Autrement dit, le jus de tomate peut compléter une alimentation équilibrée, mais il ne doit pas se substituer aux légumes frais, cuits ou crus ! Le principal défaut du jus de tomate pour la santé : sa teneur en sel ! La plupart des jus de tomate que l'on trouve dans le commerce contiennent du sel ajouté. Or, les apports en sel sont déjà trop élevés dans la population française, ce qui peut favoriser l'hypertension artérielle et augmenter le risque cardiovasculaire à long terme...

« On trouve en moyenne 2 grammes de sel par verre de 25 cl, sachant que les recommandations de santé publique conseillent de ne pas dépasser 5 grammes de sel par jour. Un seul verre

peut donc représenter la moitié des apports journaliers », signale Marie Valentiny. C'est pourquoi le jus de tomate ne doit pas être consommé en excès. Si vous buvez régulièrement du jus de tomate, mieux vaut privilégier les versions sans sel ajouté ou les moins salées possible ! Autrement, réservez-le plutôt à une consommation occasionnelle, par exemple à l'apéritif !

Quel jus de tomate choisir au supermarché ? Comment le consommer ?

Tous les jus de tomate ne se valent pas. Pour profiter de leurs bienfaits sans augmenter votre consommation de sel, prenez le temps de bien lire les étiquettes. Quelques réflexes simples peuvent vous aider à faire le bon choix :

- Privilégier les versions sans sel ajouté,
- Comparer les teneurs en sel indiquées sur les emballages,
- Choisir des produits contenant le moins d'ingrédients possible,
- Éviter les recettes très salées ou enrichies en additifs, arômes ou conservateurs inutiles.

Il existe aujourd'hui des versions sans sel qui constituent le meilleur choix. Et plus la liste des ingrédients est courte, plus le produit est proche d'un jus de tomate nature !

Marie Valentiny - diététicienne-nutritionniste L'idéal ? Faire son jus de tomate maison !

Préparer son propre jus de tomate avec un extracteur de jus reste la meilleure façon de profiter de ses bienfaits tout en gardant le contrôle sur sa composition, estime la diététicienne. Vous pouvez maîtriser la quantité de sel, mais aussi personnaliser la recette avec des herbes aromatiques, des épices ou un peu de jus de citron pour relever le goût naturellement. Mais cette préparation demande un peu de matériel et de temps. Pour ceux qui recherchent une solution plus pratique, un jus de tomate du commerce pauvre en sel ou sans sel ajouté reste une alternative tout à fait satisfaisante !



Savon noir contre les pucerons Dosages précis pour un jardin au naturel

Le savon noir est l'arme fatale du potager bio. Simple d'utilisation, il exige pourtant un dosage rigoureux pour rester inoffensif pour vos cultures. Suivez notre guide pratique pour préparer votre insecticide naturel et retrouver un jardin sain dès aujourd'hui.

Envahis par les pucerons ?
Misez sur le savon noir, l'alternative bio radicale. Pour éliminer ces nuisibles sans abîmer vos végétaux, le secret réside dans la juste dilution. Suivez nos conseils et recettes pour un traitement efficace et sans danger.

Zoom sur ce produit miracle

Le savon noir est un savon naturel aux propriétés antibactériennes, antiseptiques et nettoyantes dont les usages sont multiples. Il peut être utilisé en tant que produit ménager pour nettoyer les surfaces, appliqué sur le corps pour des soins et est un vrai allié contre les nuisibles au jardin, notamment contre les pucerons.

Le savon noir est donc un insecticide ?

Il peut en effet avoir une action insecticide. Appliqué au bon dosage et aux bons endroits, il paralyse la respiration des

pucerons. Il touche également les œufs et les larves. Il est intéressant de noter qu'il n'a qu'une action curative. Il ne sert donc à rien de l'utiliser à des fins de prévention.

Il est utilisé en tant qu'insecticide depuis très longtemps, au moins deux ou trois siècles. On l'utilise toujours aujourd'hui parce qu'il a montré son efficacité. En plus, et c'est un point important, il est totalement naturel, donc biodégradable, et ne contient aucun additif.

Comment utiliser le savon noir pour éliminer les pucerons ?

Il suffit de le diluer dans de l'eau en respectant certaines préconisations de dosage. Privilégiez l'eau tiède pour améliorer la dilution. Pour éviter que le mélange ne mousse trop, ajoutez une cuillère à café d'huile végétale. Laissez ensuite la solution refroidir et mettez-la dans votre pulvérisateur. Vous pouvez ensuite pulvériser les plantes atteintes en veillant à ne pas oublier l'envers des feuilles, qui constitue généralement un abri de choix pour les pucerons. Si nécessaire, n'hésitez pas à renouveler l'opération tous les trois jours.

Le traitement se fait généralement



le matin ou le soir, surtout en période de forte chaleur. Évitez également la pluie qui aurait pour effet de lessiver la solution et donc de diminuer l'effet du savon noir.

Le dosage est-il important ?

Oui, même si on n'est pas au gramme près ! En effet, une dose trop faible de savon noir dans la dilution implique une efficacité moindre. A contrario, une dose trop importante pourrait endommager les feuilles de vos plantes.

Les recommandations indiquent une dilution à 5%, soit 50 ml par litre, ce qui correspond à environ 5 cuillères à soupe par litre. Si vous utilisez le bouchon du contenant pour doser votre mélange, comptez trois ou quatre bouchons.

Doser la solution est extrêmement simple. Le plus difficile est peut-être d'estimer la quantité d'eau dont vous aurez besoin pour traiter la ou les plantes infestées. En effet, le mélange ne se garde pas très longtemps. Mieux vaut

faire moins et refaire plutôt que faire trop et jeter...

Quelles recettes d'anti-pucerons naturel avec du savon noir ?

Pour le potager, notamment pour les plants de tomate, optez pour un savon noir liquide à l'huile d'olive. Si vous n'avez que du savon noir, ajoutez une ou deux cuillères à soupe d'huile d'olive à votre mélange avant de pulvériser.

Pour lutter contre les maladies cryptogamiques (mildiou et oïdium), réalisez votre dilution à 5% dans de l'eau et ajoutez 5g de bicarbonate de sodium. Le savon noir, grâce à son pouvoir mouillant, va fixer le bicarbonate de sodium sur les feuilles et ainsi parer les attaques des ravageurs.

D'autres recettes existent, en ajoutant de l'alcool ou du vinaigre blanc au mélange, mais elles sont plutôt utilisées pour les tâches ménagères.

Voici 7 bonnes raisons de conserver les coquilles d'œuf pour les réutiliser au jardin

Après les avoir cuisinés, ne mettez plus vos coquilles d'œuf à la poubelle ! Elles font des merveilles au jardin : en engrais pour vos tomates, hortensias, citronniers ou plantes d'intérieur, mais aussi pour éloigner pucerons et limaces. Découvrez sept usages étonnants pour en faire profiter vos plantations.

Les coquilles d'œuf comme engrais naturel

Les plantes ont principalement besoin d'azote, de phosphore et de potassium. Toutefois, elles nécessitent aussi des minéraux, tels que le fer ou le calcium. Ce dernier est très présent dans les coquilles d'œufs, alors pourquoi les jeter ? Une fois sèches, broyez vos coquilles en tout petits bouts. Ensuite, il ne vous reste plus qu'à les incorporer au pied de vos plantes en griffant la terre. Vous pouvez aussi en donner à vos plantes d'intérieur. Comment utiliser les coquilles



d'œuf comme répulsif à limaces ? Les coquilles d'œuf sont utilisées comme barrière répulsive. Il suffit de les broyer et de les disposer en cercle autour de vos jeunes semis ou de vos salades. Ne faites pas de la poudre, mais plutôt des petits morceaux dont

les bords saillants empêcheront les limaces d'aller plus loin.

Peut-on mettre les coquilles d'œuf au compost ?

Les coquilles d'œuf sont utiles à la création d'un bon compost. Il faut toutefois qu'elles soient en plus petite quantité que les

déchets verts. Elles enrichiront le substrat en calcium, ce que vos plantes apprécieront.

Prévenir la pourriture apicale de la tomate avec des coquilles d'œuf

Aussi appelée «cul noir», cette maladie survient lors d'une carence en calcium. Au moment de planter ou de repiquer vos jeunes plants, pensez à mettre des coquilles d'œuf broyées au fond du trou de plantation. Ainsi, vous éviterez à cette maladie d'apparaître.

Les coquilles d'œuf contre la cloque du pêcher

Pour lutter contre l'apparition de cette maladie cryptogamique, les coquilles d'œuf sont efficaces. Il faut uniquement utiliser des coquilles fraîches (non cuites). Sans les nettoyer, broyez-les et placez-les dans un filet. Il ne vous reste plus qu'à suspendre ce dernier sur l'arbre. Les coquilles doivent être renouvelées régulièrement. Utiliser les coquilles d'œuf

comme récipient pour semis

Au lieu d'acheter des pots pour semis, gardez vos coquilles d'œuf ! Pensez alors à casser vos œufs de manière à garder une hauteur permettant de remplir d'une couche de terreau. Vos coquilles restent ainsi dans leur boîte en carton et accueillent des petites graines. Une fois que ces dernières ont germé, plantez-les directement en pleine terre.

Une source de calcium pour les poules

Pratiques les poules qui finissent tous les restes ! Vous pouvez aussi leur (re)donner les coquilles des œufs. Il faut bien les nettoyer, enlever la membrane interne et les laisser sécher. Ensuite, broyez-les et ajoutez-les à leur tambouille quotidienne. Ainsi, les coquilles leur apportent du calcium, nécessaire pour former des nouveaux œufs.

« Supergirl » manque de tonus malgré Milly Alcock

On s'ennuie un peu dans cette adaptation tentant vainement de rafraîchir la saga DC

Supergirl, la cousine de Superman, n'a jamais connu le même succès que son cousin au cinéma. La version de Jeannot Swarc, sortie en 1984 avec Helen Slater dans le rôle-titre, n'est pas vraiment restée dans les mémoires. Celle de 2026 signée par Craig Gillepsie peine à réhabiliter la superhéroïne dans les cœurs des fans comme dans ceux des cinéphiles. Il la transforme en punk à super chien plus portée sur la boisson que sur la savonnette. Cela surprend dans un univers souvent trop sage, sans pourtant suffire à sauver Supergirl dont l'actrice met longtemps à revêtir le costume.

La faute n'en est pas à Milly Alcock, vue dans la première saison de House Of The Dragon et très brièvement dans le Superman de James Gunn où le héros super joué par David Corenswet lui offrait le chien Krypto. Le manque

de rythme du film allié à une sérieuse impression de déjà-vu douche l'enthousiasme du spectateur. La « superhéros fatigüe » semble avoir gagné jusqu'au public américain qui fait grise mine avec un box-office décevant.

Une douce torpeur

Ce n'est pas que Supergirl soit nul : c'est qu'on l'impression de l'avoir déjà vu un bon nombre de fois. Résumons-nous : la jeune Kara, ou Supergirl pour les personnes qui connaissent son secret, se lance dans une aventure improbable après que des bandits ont empoisonné son chien pour lequel il faut trouver un antidote. On se croirait presque dans John Wick quand la jeune femme accepte de partir affronter le méchant Krem (Matthias Schoenaerts en service minimum) aidée par une jeune fille dont il a assassiné le père.

Vengeance, bâton façon western spatial et sororité permettent au réalisateur de Cruella et de Moi, Tonya de confirmer son goût

pour mettre en valeur les comédiennes dans des rôles atypiques. Milly Alcock rejoint Emma Stone, Emma Thomson et Margot Robbie dans le panthéon de celles qu'il a su magnifier. Il est d'autant plus dommage qu'on le sente aussi peu à l'aise dès qu'il s'agit de passer à l'action. Même les extraterrestres rigolos qui viennent faire coucou ne tirent pas vraiment le spectateur de la douce torpeur qui l'envahit.

Drôle de fin

Autre souci et de taille : on ne tient pas à une adaptation fidèle du comics mais la fin, que nous ne divulguons pas, va totalement à l'encontre du message humaniste délivré par la BD Woman of Tomorrow de Tom King et Bilquis Evely. On ne comprend pas bien pourquoi... Les clins d'œil appuyés aux sagas Mad Max et Stars Wars arrivent aussi comme un pneu clouté dans la soupe, car, et c'est paradoxal, ce sont finalement les innovations qui semblent le plus maladroites.



On perd l'identité du personnage avec ces tentatives de changements louables mais ratés.

Signalons au passage qu'aucune surprise n'attend le public à la fin du générique mais que le dénouement laisse clairement entendre

que Supergirl sera de nouveau des prochaines aventures DC. Et oui, ce n'est pas fini : James Gunn sera de nouveau aux manettes pour Man Of Tomorrow qui sortira en juillet 2027.

Harry, Meghan et leurs enfants en vacances au Portugal Cette villa de luxe achetée 4,3 millions d'euros qui avait fait vriller le prince William



Harry et Meghan profitent de vacances en Europe. L'occasion de remettre en lumière leur villa au Portugal acquise pour 4,3 millions d'euros.

Le prince Harry et Meghan Markle profitent actuellement d'une parenthèse loin de l'agitation médiatique. D'après les informations relayées par People, les Sussex ont quitté la Californie pour passer quelques jours de vacances en Europe avec leurs deux enfants, Archie et Lilibet. Un séjour placé sous le signe de la discrétion, alors que le couple s'apprête à retrouver le Royaume-Uni dans les prochaines semaines pour les événements liés aux Invictus

Games de Birmingham 2027.

Cette escapade remet également en lumière leur somptueuse propriété portugaise, acquise pour près de 4,3 millions d'euros et qui, à l'époque, avait suscité de nombreuses réactions au sein de la famille royale. Cette villa est située sur la côte de l'Alentejo, à proximité de Melides, dans le très exclusif CostaTerra Golf and Ocean Club.

Meghan Markle et le prince Harry : cette maison à plusieurs millions d'euros au Portugal, située dans un lieu sécurisé

La région séduit depuis plusieurs années de nombreuses personnalités internationales grâce à son environnement préservé, ses



plages sauvages et son calme. Pour Harry et Meghan, ce lieu représente surtout un refuge loin de l'attention permanente dont ils font l'objet aux États-Unis comme au Royaume-Uni. L'acquisition de cette demeure est intervenue après un épisode particulièrement tendu avec la famille royale.

En 2023, le roi Charles III avait demandé aux Sussex de quitter définitivement Frogmore Cottage, la résidence qui leur avait été offerte par la reine Elizabeth II lors de leur mariage. Sans résidence au Royaume-Uni, le couple s'est alors tourné vers le Portugal pour conserver un point d'ancrage en Europe.

Ce choix présente également un intérêt pratique. Selon plusieurs médias britanniques, l'investissement immobilier pourrait permettre à Meghan Markle d'accéder au célèbre "visa en or" portugais. Un avantage non négligeable pour l'ancienne actrice américaine, qui avait entamé des démarches pour obtenir la nationalité britannique avant d'y renoncer après son installation aux États-Unis.

Mais cette installation portugaise n'aurait pas seulement fait parler pour des raisons administratives. Selon plusieurs observateurs de la monarchie, elle aurait également crispé le prince William. Le futur roi aurait vu d'un mau-

vais œil le rapprochement entre Harry et leur cousine, la princesse Eugénie, l'un des derniers membres de la famille royale à entretenir des liens étroits avec les Sussex. Eugénie et son époux Jack Brooksbank partagent d'ailleurs leur temps entre le Royaume-Uni et le Portugal. Harry et Meghan leur avaient rendu visite dès 2023, renforçant une complicité qui perdure malgré les fractures au sein de la monarchie. Aujourd'hui, cette propriété représente bien plus qu'une simple résidence secondaire.

Saison de moisson : Les mesures de facilitation contribueront à améliorer les performances de la filière céréalière

Les mesures prises récemment par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche afin de faciliter l'opération de moisson et de collecte des récoltes, contribueront à améliorer le rendement de la filière céréalière au cours de cette saison exceptionnelle en termes de superficies emblavées, a indiqué le secrétaire national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), M. Slimane Dribine.

Dans une déclaration à l'APS, M. Dribine a expliqué que les mesures prises par le ministère sont à même de garantir une prise en charge optimale et un accompagnement sur le terrain des agriculteurs, allant de la mise à disposition de moissonneuses-batteuses via la nouvelle plateforme numérique "hassad.dz" jusqu'au stockage des récoltes dans les meilleures conditions, relevant une hausse sensible des superficies consacrées à la céréaliculture cette année, ce qui contribuera à assurer une production abondante et de haute qualité. Après s'être félicité du succès de la campagne de moisson dans le Sud du pays grâce à la disponibilité d'un nombre suffisant de moissonneuses-batteuses, le même responsable a mis en avant l'importance



de fournir le matériel agricole nécessaire afin de garantir le bon déroulement de la récolte dans les régions du Nord et des Hauts-Plateaux, qui connaissent une forte extension des superficies emblavées. Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait annoncé, dimanche dernier, une série de mesures visant à faciliter la campagne de moisson-battage et la réception de la récolte auprès des agriculteurs, dont le lancement de la plateforme

numérique de demande de moissonneuses-batteuses (hassad.dz) et la mobilisation de plus de 1.300 moissonneuses-batteuses par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) et la société "Agrodrive", afin de combler le déficit enregistré dans plusieurs wilayas.

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre des efforts du ministère pour accompagner les agriculteurs durant la campagne de moisson de cette saison. Elles permettent notamment

aux agriculteurs ne disposant pas de la carte d'agriculteur de livrer leurs récoltes aux Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) sur la base d'une simple déclaration de production, soit à travers la nouvelle plateforme numérique, soit en se rapprochant des subdivisions agricoles les plus proches.

S'agissant de la création de cette plateforme numérique, M. Dribine a salué cette initiative qui se présente sous un format simplifié permettant

aux agriculteurs de s'inscrire dans les meilleures conditions, ajoutant que la procédure requiert l'identité de l'agriculteur (nom et prénom), le numéro de la carte d'agriculteur, la localisation géographique ainsi que la superficie emblavée, suite à quoi une programmation est établie dans les plus brefs délais pour bénéficier d'une moissonneuse-batteuse dans le cadre de la location.

Les directions des services agricoles (DSA), les subdivisions agricoles, les CCLS ou encore les associations interprofessionnelles peuvent également inscrire les agriculteurs sur la plateforme en cas d'impossibilité de le faire à titre individuel, a ajouté le secrétaire national, rappelant les instructions fermes pour l'inscription des agriculteurs non détenteurs de la carte d'agriculteur par les autorités locales compétentes.

Dans le même contexte, le représentant de l'UNPA a souligné le rôle du programme national initié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la réalisation de centres de stockage de proximité et de silos stratégiques, un projet de nature à soulager la pression sur les agriculteurs et à réduire les délais d'attente, garantissant ainsi la réception des récoltes dans des conditions optimales.

La présidente du CNDH salue l'entrée en vigueur en Algérie de la Convention de La Haye supprimant l'exigence de la certification des actes publics étrangers

La présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Maya Sahli-Fadel, a salué l'entrée en vigueur en Algérie, à compter du 9 juillet, de la Convention de La Haye relative à la suppression de l'exigence de la certification des actes publics étrangers, a indiqué mercredi un communiqué de l'instance.

Mme Sahli-Fadel s'est félicitée de cette convention et de l'adoption du système +Apostille+ qui devra "faciliter l'utilisation des documents

algériens à l'étranger et alléger les démarches administratives des citoyens", précise le communiqué.

La présidente du CNDH a également salué "le maintien des mécanismes de certification applicables aux documents non concernés par le système de l'Apostille, notamment à travers le service T@SDIK, qui permet aux citoyens d'accomplir les procédures de certification et de suivre leurs demandes en ligne, dans le cadre des démarches de l'Etat visant à moderniser l'administration et à améliorer

la qualité du service public".

Pour Mme Sahli-Fadel, ces mesures "reflètent l'engagement de l'Etat en faveur de la concrétisation des dispositions des articles 26 et 27 de la Constitution, concernant la promotion du service public, l'amélioration de ses performances et son rapprochement du citoyen, à même de renforcer les principes de transparence et d'efficacité et de consacrer le droit des usagers à un service public moderne et performant", conclut le communiqué.

